

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera présenté et soutenu le 1<sup>er</sup> juin 1899, à 8 heures 1/2*

PAR

**J. MAZEL**

Avocat à la Cour d'appel.

---

Président : M. JAY, professeur.  
Suffragants } MM. ALGLAVE, professeur.  
                      SOUCHON, professeur.

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie

1899





La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera présenté et soutenu le 1<sup>er</sup> juin, 1899, à 8 heures 1/2*

PAR

**J. MAZEL**

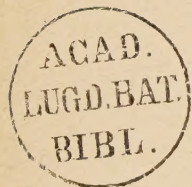
Avocat à la Cour d'appel.

---

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants } MM. ALGLAVE, professeur.  
SOUCHON, professeur.

---



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie

1899



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## BIBLIOGRAPHIE

---

JAY, cours de législation industrielle.

CAUWÈS, cours d'économie politique.

LEROY-BEAULIEU, le travail des femmes au xix<sup>e</sup> siècle.

LAGRÉSILLE, commentaire de la loi du 2 novembre 1892.

JULES SIMON, l'ouvrière.

MAURICE ANSIAUX, travail de nuit des ouvrières de l'industrie dans les pays étrangers.

**Bulletin de l'inspection du travail**, 1893-1898.

**Bulletin de l'office du travail**, 1894-1899.

**Rapports des inspecteurs du travail**, sur l'application de la loi du 2 novembre 1892.

**Rapports Waddington et Tolain**, 1890-1891.

**Discussions parlementaires**, sur l'interdiction du travail de nuit.



## INTRODUCTION

FONDEMENT DU DROIT D'INTERVENTION DE L'ÉTAT. — RAISONS  
PARTICULIÈRES QUI JUSTIFIENT LA PROTECTION LÉGALE DES FEMMES

Les questions qui touchent à la condition de la classe ouvrière se posent aujourd'hui avec une intensité toute particulière. Parmi ces questions il en est une dont l'importance et la gravité dominent toutes les autres, c'est celle de l'intervention des pouvoirs publics dans la réglementation du travail industriel.

Malheureusement il est peu de sujets dont la solution soit aussi délicate. Les débats les plus passionnés se sont élevés sur ce terrain. Si elle fait naître de grandes espérances, cette intervention de l'Etat soulève aussi de vives appréhensions.

Le principe en lui-même est indiscutable, l'état de liberté absolue n'est pas du domaine de la réalité.

En fait, le différend porte surtout sur l'application du

principe, sur la manière dont l'Etat doit protéger les droits de la classe ouvrière. Où commence, où finit, jusqu'où s'étend cette réglementation des droits individuels, là git la difficulté. Il faut bien reconnaître qu'en pareille matière, la loi doit être exceptionnellement discrète, mesurée. De trop graves intérêts sont en présence : d'un côté, les ouvriers qui doivent pouvoir gagner librement leur vie par le travail, sans être écrasés par un labeur excessif ; de l'autre, l'industrie nationale qui pourrait être gravement compromise par une réglementation arbitraire. S'il obéit à un tout autre mobile qu'un intérêt général d'humanité ou de souci de la sécurité des personnes, le législateur risque de verser dans de dangereuses utopies contraires à la liberté individuelle, contraires aussi aux intérêts de la nation.

On admet généralement que l'Etat doit protéger les droits des faibles, mais, par faibles, on entend seulement les femmes mineures et les enfants. Là-dessus toutes les écoles sont d'accord, au moins en principe. Mais, il n'en est pas ainsi, dès qu'on parle de réglementer le travail des adultes.

Pour beaucoup, cette intervention de l'Etat, alors qu'il s'agit d'adultes, c'est-à-dire, d'hommes et de femmes pleinement capables, disent-ils, de débattre leurs intérêts et de défendre leurs droits, est une grave atteinte à la liberté de contracter.

Pour d'autres au contraire, plus hardis ou mieux pénétrés du vrai rôle de l'Etat, cette intervention, si elle a pour

but d'empêcher l'exploitation manifeste de l'ouvrier est juste et légitime. « Il n'y a aucune équivoque possible sur le but d'une loi qui fixe le maximum de la journée de travail à 12 ou à 14 heures. C'est une loi protectrice, ce n'est pas une loi d'immixtion arbitraire dans les questions de salaires entre ouvriers et patrons » (1). Et, nous croyons, avec M. de Mun que « dans l'état actuel de la société économique, les faibles, ce sont tous les travailleurs parce que le travail est toujours pour eux, pour leurs familles, une question de subsistance » (2).

Mais quelque opinion que l'on ait sur l'intervention de l'Etat en faveur des adultes on est obligé de reconnaître que la femme a des titres particuliers à la protection légale.

Il y a des raisons spéciales et très fortes qui justifient cette protection légale accordée aux femmes employées dans l'industrie (3).

Et d'abord, les femmes ne peuvent pas se protéger elles-mêmes, parce qu'elles n'ont pas de syndicats professionnels pour s'organiser, pour défendre leurs salaires, leurs heures de travail. Ou, du moins à ne regarder que la loi, l'ouvrière possède bien comme l'ouvrier ce droit de coalition ; mais elle ne sait pas s'en servir ; les syndicats professionnels ne sont pas encore entrés dans les habitudes des ou-

1. Cauwès, tome III, p. 410, *Economie politique*.

2. De Mun, Chambre, 11 juin 1888.

3. Voir M. Juy. *Cours de législation industrielle*.

rières ; on ne les voit pas non plus faire des meetings, tenir des réunions. Elles sont ainsi plus désarmées que les ouvriers en face des patrons, et, faute d'organisation, ne peuvent faire valoir leurs réclamations à l'égal de ceux-ci. Un fait singulier, rapporté par M. Waddington, met bien en lumière cette faiblesse de la femme. Voilà deux industries, une n'occupant que des hommes, l'autre occupant à la fois des femmes et des hommes. Ordinairement, c'est dans l'atelier qui emploie des femmes que la durée du travail sera la plus longue. Un autre fait, plus significatif, est la constatation faite par le Département du travail à Washington, dans son onzième rapport, consacré à la question du salaire des enfants et des femmes (1). Les délégués américains se sont préoccupés de faire une comparaison aussi exacte et précise que possible entre le salaire des hommes et celui des femmes pour le même travail, dans les mêmes industries. Et voici les résultats de leur enquête : pour 782 cas dans lesquels hommes et femmes faisaient le même travail, avec la même efficacité, dans 595 le salaire des hommes était supérieur à celui des femmes ; dans 129 seulement le salaire des femmes était supérieur ; enfin, dans 58 cas hommes et femmes recevaient un salaire identique. Mais ce n'est pas tout. On constatait encore dans l'enquête que dans les 595 cas où les hommes étaient mieux payés que les femmes la différence moyenne du salaire était de 50 1/10 0/0.

1. *Bulletin of the Department of labor*, mai 1897.

Au contraire, pour les 129 cas dans lesquels les femmes étaient mieux payées, la moyenne de leur salaire était seulement supérieure de 10 3/10 0/0, à la moyennedes salaires des hommes. De pareils exemples font apparaître la faiblesse sociale des femmes isolées, en présence de l'industrie, et suffiraient à justifier le système de protection adopté à leur égard par la plupart des législations.

Mais, il y a une autre raison, non moins forte, que l'ont peut invoquer en faveur de cette protection légale de la femme, c'est son infériorité physique. La femme souffre plus que l'homme, des conditions du travail dans les fabriques. Le docteur Weber, dans un Mémoire lu à la société industrielle de Mulhouse (1) a peint en termes saisissants cette situation de la femme en présence de l'industrie : « La femme est plus faible que l'homme, dit-il, c'est un axiome, elle a, comme les enfants, plus de mobilité dans le caractère; de sorte que la continuité des mêmes occupations la fatigue plus que l'homme; elle digère plus vite et prend moins d'aliments à la fois; et est ainsi plus souvent obligée d'interrompre son travail pour se nourrir. Les mêmes besoins de repos et d'aliments résultent encore de ses aptitudes particulières; elle est plus agile que l'homme; dans un même espace de temps, elle peut faire plus de mouvements précis et précipités.

Aussi les moteurs mécaniques fournissant de plus en

1. Cité par M. Leroy-Beaulieu ; *Le travail des femmes au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 215.

plus la force, de plus en plus, la femme est appelée dans les ateliers pour y donner le concours de cette facilité et de cette fréquence de mouvements qui la caractérisent et qui s'harmonisent si bien avec les moteurs mécaniques, mais ne se font pas sans une grande déperdition de forces : c'est le cas de la course comparée à la marche pour une même distance. Mais ce qui surtout dans les ateliers est préjudiciable à la femme, c'est la nécessité de se tenir presque toujours debout. La station est, par elle-même, un exercice fatigant, entraînant la stagnation du sang dans les membres inférieurs et d'autres inconvénients ; elle doit donc être plus pénible à la femme qu'à l'homme en raison du moindre développement de ses forces. Mais il y a de plus, chez elles des conditions particulières qui augmentent le malaise d'une station prolongée. La menstruation, la grossesse, une peau qui a moins de ressort que chez l'homme, un système lymphatique plus développé, un plus grand écartement des os du bassin, rendent chez elle la circulation dans la moitié inférieure du corps plus paresseuse que chez l'homme, d'où résultent des varices, des ulcères, l'œdème, etc., et disposent ses organes inférieurs à se déplacer, s'affaiblir, ou s'irriter ».

Deux médecins suisses, les docteurs Schuler et Burckhard se sont efforcés de déterminer l'état sanitaire de la population ouvrière des fabriques à l'aide des statistiques dressées par les caisses de maladie (1). Elles montrent clairement

1. Docteurs Schuler et Burckhard *Untersuchungen Über die Gesundheitsverhältnisse.*

que le nombre de jours de maladie des femmes est plus considérable que le nombre de jours de maladie des hommes dans les mêmes industries. C'est ainsi que si on représente par 100 le nombre moyen de jours de maladie des hommes on arrive à représenter le nombre moyen de jours de maladie des femmes;

Par 125 dans les broderies ;

133 dans les filatures de coton ;

161 dans le tissage du coton ;

180 dans la fabrication du papier.

Constatant cette infériorité physique et les désordres causés dans la santé des femmes par le travail à la fabrique on comprend que le législateur doive s'en préoccuper et cherche à porter remède à ce qu'une telle situation économique présente de profondément douloureux.

Il y a enfin une dernière raison, la plus grave de toutes, qui milite en faveur de la protection légale des femmes, c'est une raison sociale. Il y a quelque trente ans, dans la préface de son admirable livre de l'*Ouvrière*, M. Jules Simon poussait ce cri d'alarme : « Il y a dans notre organisation économique un vice terrible, qui est le générateur de la misère, et qu'il faut vaincre à tout prix si l'on ne veut pas périr ; c'est la suppression de la vie de famille » (1).

La vraie raison pour le législateur d'intervenir en faveur des femmes, là voilà. Le travail industriel des femmes, sur-

1. Jules Simon, l'*Ouvrière*, IV.

tout s'il se présente sous cette forme particulièrement dangereuse du travail de nuit est de nature à compromettre l'existence de la famille qu'il désorganise. Le père de famille trouvant au retour de l'atelier son foyer désert se laisse plus facilement tenter par les séductions du cabaret. Pour les enfants, cette absence continuelle de la mère, c'est l'abandon, le vagabondage avec toutes ses conséquences. A l'heure actuelle où beaucoup de bons esprits sont justement préoccupés par le flot montant de la criminalité, où surtout, on constate avec effroi que les crimes sont commis par des criminels de plus en plus jeunes, qui semblent avoir choisi le crime comme une carrière cette question a son importance. Est-ce que l'enseignement moral donné à l'enfant dans sa famille même n'apparaît pas comme le meilleur remède à ce mal ?

« La mère n'a pas besoin de raisonner et de prouver. On n'est pas honnête homme par raisonnement mathématique ; on l'est par instinct, par élan, par imitation, par reconnaissance, par respect. Et tous ces bons sentiments, c'est la mère qui, sans y penser, les inspire ; c'est elle qui donne une âme à son enfant, comme elle lui a donné un corps ; c'est elle, en un mot, qui fait son cœur ». C'est en ces termes éloquents que Jules Simon parle de la mère éducatrice. Mais l'ouvrière aurait-elle la capacité et la volonté de remplir ce rôle que les conditions économi-

1. Jules Simon, Préface au Commentaire de la loi du 2 novembre 1892, par M. Lagrésille, p. 6.

ques dans lesquelles nous vivons ne lui en laisseraient malheureusement pas la liberté !

Nous nous préoccupons à juste titre en France de notre natalité insuffisante et de la mortalité excessive des enfants en bas âge, mais, cette désertion du foyer domestique par la mère, détermine une progression inquiétante de la mortalité et des infirmités infantiles. Il n'est malheureusement pas douteux, que le travail de la mère à la fabrique, n'accroît dans une sérieuse mesure la mortalité des nourrissons. Les statistiques dressées en Angleterre par le docteur Tatham, sont très probantes ici (1).

Elles mettent fort bien en relief ce fait : que la mortalité des enfants en bas âge est plus grande lorsque les mères sont employées à la fabrique.

De 1883 à 1892, la mortalité des enfants de moins de un an a été en moyenne, pour toute l'Angleterre 14, 4/10 0/0. A Londres, cette mortalité atteint 15 3/10, mais il ne faut pas s'en étonner, la mortalité infantile étant toujours un peu supérieure dans les grandes villes. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que dans le Lancashire, pays d'industrie textile, cette mortalité atteint 16, 2/10 0/0. Ce n'est pas tout. Les années 1862 et 1863 furent marquées par une crise terrible de l'industrie textile, ce fut la famine du coton.

Une grande misère régna parmi les populations ouvrières anglaises. Et, lorsque plus tard, on compara la

1. V. M. Jay, *Cours de législation industrielle*.

mortalité infantile de ces années, à celle des années de prospérité de l'industrie textile, on constata qu'elle avait été beaucoup moindre pendant ces deux années : 15 0/0 seulement.

Si, maintenant, on cherche la cause de cette mortalité extrême des enfants en bas âge dans les familles où les mères sont employées à la fabrique, on la trouve dans l'allaitement artificiel. La mère ouvrière, est, en effet, ou trop faible, ou trop longtemps occupée pour pouvoir nourrir elle-même son enfant. Du reste, même si elle en a le pouvoir, dans la plupart des cas, l'exemple de la majorité de ses compagnes, la détourne de remplir ce devoir.

Cette raison de l'intérêt social, en faveur de la protection des femmes employées dans l'industrie est donc très forte. On peut même dire que, dans une bonne organisation économique sociale, la femme ne devrait pas travailler à la fabrique. L'idéal serait que la femme reste au foyer pour vaquer aux soins du ménage, car la femme au foyer, c'est l'esprit d'ordre et d'économie, c'est l'éducation des enfants, c'est aussi la moralisation de l'ouvrier. Idéal bien difficilement réalisable, peut-être, mais vers lequel on souhaiterait de voir s'orienter le législateur. Malheureusement, une mauvaise pente semble entraîner de plus en plus les femmes vers les travaux de la grande industrie. Et, il faut bien reconnaître, que c'est là une pente presque fatale. Combien est grand le nombre des filles, des veuves qui n'ont d'autres ressources que leur travail industriel ?

Combien, parmi les femmes mariées elles-mêmes, ne sont pas obligées de suppléer par leur travail, au gain insuffisant du mari ? Avant tout, il faut vivre.

Mais, du moins si les exigences de la vie matérielle, plus dures qu'autrefois, rendent en quelque sorte inévitable, cette nécessité pour la femme de désertir le foyer domestique, encore faut-il se préoccuper de son sort et lui accorder toute la protection qui lui est due. C'est ce que le législateur de 1892 a compris. L'interdiction du travail de nuit, introduite dans la loi du 2 novembre a été une mesure de progrès et d'amélioration sociale. Le législateur a compris que l'État devait non seulement protéger la vie physique de l'homme, mais encore sa vie morale, et, l'article 4 de la loi de 1892 que nous avons à étudier maintenant, remplit cette double mission.

Dans une première partie, nous rechercherons ce qui a été la cause à notre époque de cette protection légale accordée à la femme, et, nous ferons l'historique de cette question de l'interdiction du travail de nuit, en France.

Nous étudierons, en détail, dans une deuxième partie, les dispositions de la loi de 1892 concernant l'interdiction du travail de nuit, les exceptions apportées par la loi à ce principe, et les décrets qui sont venus en régler l'application.

Dans une troisième partie, nous examinerons comment cette interdiction du travail de nuit a été observée, et quelles en ont été les conséquences.



# PREMIÈRE PARTIE

---

## CHAPITRE PREMIER

### DES CAUSES ÉCONOMIQUES QUI ONT DÉTERMINÉ LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES

On s'expliquerait difficilement, dit M. Cauwès, que les mesures protectrices en faveur des femmes et des enfants, dans les diverses législations, ne datent pour la plupart que de l'école contemporaine, si l'on ne remontait aux causes économiques qui les ont rendues de nos jours plus que jamais nécessaires ».

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été l'ère de l'industrie. Au cours de cette dernière période de cent ans, une transformation radicale s'est opérée dans les conditions du travail.

Partout, la force mécanique s'est substituée à la force humaine, l'usine ou la manufacture à l'atelier de famille. Une véritable révolution économique, s'est produite dans

1. Cauwès, *Economie politique*, III, p. 403.

la technique industrielle, par la découverte de la vapeur, les progrès de la mécanique, de la physique, de la chimie et par toutes les inventions qui se sont succédé jusqu'à nos jours, navigation à vapeur, chemin de fer, électricité, machine à coudre, etc... C'est par 10, par 100, par 1000, que la puissance de production de certaines industries s'est trouvée multipliée en quelques années. Mais, c'est une loi de l'humanité qu'un progrès ne se produise jamais, sans un mélange de bien et de mal, sans une somme de résultats heureux et de funestes conséquences et que « la civilisation marche avec un cortège de souffrances et de misères. » La révolution qui s'est faite dans l'industrie s'est produite également dans l'organisation du travail, et c'est le travail des femmes qui en a particulièrement ressenti le contre-coup. La mise en mouvement et la surveillance de ces moteurs mécaniques exigeant moins de force musculaire que d'attention, on s'est adressé de plus en plus aux femmes et aux enfants qui, dans beaucoup de branches de l'industrie, se sont substitués à l'homme. De plus, c'est surtout dans les industries où la main-d'œuvre féminine était le plus communément employée, c'est au détriment des travaux qui s'accomplissaient au foyer que les progrès des manufactures ont été en partie réalisés. Il n'est guère d'industrie domestique qui n'ait été compromise par les progrès de la mécanique et de la vapeur. L'emploi de plus en plus fréquent de la main-d'œuvre féminine dans

1. De Mun, Chambre, 13 juin 1896.

les ateliers industriels, telle a été la première conséquence de cette transformation opérée dans l'industrie par l'introduction des moteurs mécaniques.

Une autre conséquence non moins grave de cette transformation a été le développement du travail de nuit. La puissance même des nouveaux auxiliaires employés a exagéré les demandes de production et les excitations de la concurrence. Le progrès va vite : aux inventions succèdent rapidement d'autres inventions, et les patrons ayant consacré à la construction de bâtiments ou à l'achat de machines nouvelles, des capitaux considérables, ont intérêt à les amortir dans le plus bref délai. De là, cette coutume de maintenir constamment en activité les machines et les outils afin, d'une part, d'utiliser tous les instants, d'autre part, de prévenir les dérangements que cause toujours dans un atelier l'interruption même momentanée du travail. Et malheureusement ce n'est pas là un résultat spécial aux industries manufacturières établies dans les conditions modernes de l'industrie. Les petits ateliers eux-mêmes, ont subi le contre-coup de cette révolution économique. Sous la poussée de la concurrence, ils ont cherché à suppléer la supériorité de l'outillage par le surmenage du personnel employé. Quel remède à ce mal ?

« Est-ce que c'est la révolution sociale qui apporte le remède et qui cherche à panser ces plaies nouvelles ? Non, elle n'apparaît à certaines heures que pour les aviver. Et, à côté d'elle, pendant qu'elle menace, des hommes de dé-

vouement se lèvent et se mettent à l'œuvre, pressés par ce sentiment profond de la justice et de la compassion ; ils regardent, ils écoutent, ils racontent, ils émeuvent la conscience publique, ils touchent, ils ébranlent les pouvoirs souverains. Et c'est ainsi qu'est née la législation industrielle » (1).

1. De Mun, Chambre, 16 juin 1896.

## CHAPITRE II

ORIGINE ET PRÉLIMINAIRES DE LA DISPOSITION LÉGALE QUI

INTERDIT AUX FEMMES LE TRAVAIL DE NUIT

(Article 4 de la loi du 2 novembre 1892).

Depuis un demi-siècle déjà, la question de l'interdiction du travail de nuit est à l'ordre du jour dans notre pays. Dans les dernières années de la monarchie de juillet, cette question fut souvent agitée. - A cette époque, en effet, l'industrie française subit une transformation considérable et se développa dans d'immenses proportions. La conséquence de ce développement industriel fut l'introduction dans les usines et manufactures des enfants et des femmes, que jusque-là leur faiblesse en avait exclus. Il ne tarda pas à en résulter des abus nombreux qui, dénoncés par les publicistes contemporains, les Sismondi, les Blanqui, éveillèrent enfin l'attention du législateur. Déjà, en 1837, M. J.-J. Bourcart, au nom de la Société industrielle de Mulhouse, dénonçait les vices sociaux et industriels dont

étaient victimes les enfants et les femmes. En 1841, sous la pression de cette vaillante Société, était votée la première loi française organisant véritablement le travail et protégeant certains travailleurs.

Mais, outre que cette loi ne concernait que les enfants, le gouvernement mit une mauvaise volonté si évidente à l'appliquer, qu'en fait elle resta lettre morte. Enfin, en 1847, le gouvernement cédant à l'opinion et aux vœux de nombreux industriels, se décidait à déposer un projet devant la Chambre des pairs. Une commission fut nommée pour élaborer ce projet, qui choisit pour rapporteur une autorité en ces matières, M. Dupin. Les amendements que la commission fit subir au projet constituaient un progrès considérable, mais l'innovation la plus importante consistait à comprendre les femmes de tout âge dans le système de protection réservé jusqu'alors aux enfants. Pour s'éclairer, cette commission fit procéder à une enquête à laquelle furent appelés les industriels les plus compétents et les plus directement intéressés, et voici ce qu'on lit dans le rapport de M. Charles Dupin sur les résultats de cette enquête : « Cette disposition (l'interdiction du travail de nuit) relative au règlement du travail des femmes, a été acceptée par tous les manufacturiers que la commission a appelés dans son sein et par le ministre du commerce (1) ».

En conséquence, la Chambre des Pairs n'hésita pas à reconnaître le droit d'intervention de l'Etat en pareille

1. *Moniteur*, 2 juillet 1847.

matière et à voter à une énorme majorité l'interdiction du travail de nuit. Malheureusement, le vote avait lieu le 21 février 1848. Le lendemain éclatait l'émeute qui devait, en trois jours, se changer en révolution. Ce projet, œuvre considérable pour l'époque, qui eut mis la France en avance sur toutes les nations continentales, ne devait jamais être voté par la Chambre des députés.

Repris par M. Wolowski à l'Assemblée constituante, dans la séance du 14 août 1848, il n'y fut alors donné aucune suite. La question cependant ne resta pas stationnaire. A partir de cette époque jusqu'en 1867 des protestations ne cessent de s'élever contre l'insuffisance de la loi de 1841. Enfin, les vœux formulés à différentes reprises par les sociétés industrielles, le conseil général des manufactures, les travaux de publicistes éminents décidèrent le gouvernement à ordonner une grande enquête auprès des conseils généraux, des chambres de commerce et de l'industrie, etc. A la même époque, M. de Freycinet était chargé d'une mission en Angleterre pour y étudier le travail des femmes et des enfants dans les manufactures. Le Conseil d'Etat fut chargé de préparer une loi complète et le rapport de M. le conseiller Heurtier fut présenté au Sénat le 28 juin 1870. Le projet ne s'occupait pas du travail de nuit des femmes, mais leur interdisait les travaux souterrains. La guerre vint empêcher la discussion et le vote du projet.

Dès juin 1871, un industriel, M. Ambroise Joubert, dé-

posait une très courte proposition sur le travail des enfants. Cette proposition, renvoyée d'abord à la commission d'initiative, puis à une commission spéciale, fut profondément remaniée dans le sein de cette commission, et, le 11 mai 1872, un projet de loi beaucoup plus complet était présenté à l'Assemblée nationale. Une des innovations les plus importantes introduites dans le projet Joubert par la commission, était l'interdiction du travail de nuit aux femmes de tout âge, d'une manière absolue.

La proposition Joubert, ainsi modifiée, vint en discussion le 25 novembre 1872. On nous permettra de citer quelques extraits du discours que prononça M. Joubert pour défendre devant l'Assemblée, l'interdiction du travail de nuit. Tous les arguments qu'on peut faire valoir en faveur de cette interdiction étaient présentés là sous une forme nette et précise : « Il y a dans l'industrie, disait M. Joubert, un abus contre lequel nous devons réagir ; c'est le travail de nuit pour les femmes ; il faut l'arrêter au début, car, s'il est maintenu, il se développera sous l'influence de la concurrence qui pousse chacun à adopter les procédés de production plus économiques employés par son concurrent, sous peine de succomber dans la lutte.

. . . . .  
La place de la femme n'est pas à l'atelier pendant la nuit ; il est bien assez triste qu'elle soit obligée d'y vivre le jour. Il faut au moins la retenir chez elle pendant la nuit. La femme absente du foyer domestique pendant la nuit,

c'est la destruction de la famille. Si elle est épouse ou mère le mari et l'enfant trouvent le soir ou le matin la maison vide, et la maison sans la mère et sans l'épouse, c'est l'abandon, c'est la tristesse....

« Si la femme n'est pas mariée et si elle est encore jeune, c'est encore bien pis et, sans qu'il soit nécessaire d'insister, vos esprits élevés comprendront que la morale n'a rien à gagner à ce que la jeune fille erre la nuit à travers les rues de nos grandes cités industrielles, après un séjour dans l'atelier, où la surveillance est nécessairement moins active la nuit que le jour, ne fût-ce que par l'absence des patrons, dont la vigilance n'est jamais remplacée par celle des contre-maitres. D'ailleurs, la nuit a été faite pour le repos, le sommeil pris le jour n'est pas réparateur, les femmes s'épuisent à mener une pareille existence, elles vieillissent avant l'âge et les enfants auxquels elles donnent naissance sont malingres et se ressentent toujours de l'hygiène déplorable de la mère. C'est donc au nom de l'intérêt social de l'ordre le plus élevé que je vous demande de supprimer le travail de nuit pour les femmes, c'est au nom des bonnes mœurs, au nom de la vitalité des générations futures et surtout au nom de la famille qui est absolument compromise si la femme reste absente du foyer domestique pendant la nuit ».

Nobles paroles, qui font grand honneur à l'homme de cœur qui les prononçait. Et, comme le reconnaissait M. Louis Blanc dans la même séance « c'est une chose qui honore

notre pays, qui honore les industriels que ce soit par un industriel que pareille mesure ait été proposée ». Malheureusement, cette partie du projet rencontra au sein de l'Assemblée de si vives résistances que le rapporteur, M. Tallon, pour sauvegarder le reste, déclara à la séance du 28 janvier 1873 abandonner cette prétention. Cédant à regret, la commission se décida à restreindre aux filles mineures, l'interdiction du travail de nuit. Mais, à la séance du 1<sup>er</sup> février M. Wolowski partisan très décidé de la réglementation du travail des femmes reprit le projet primitif. Une vive discussion s'engagea sur ce terrain. Vainement M. Wolowski défendit son amendement dans un remarquable discours. Le projet de la commission fut adopté à une grande majorité. La tentative de la commission en faveur des femmes n'avait cependant pas été complètement inutile. Une première conséquence était une diminution assez notable du travail de nuit qui restait interdit aux filles mineures de 16 à 21 ans dans les usines et manufactures.

La loi du 19 mai 1874 était à peine promulguée et ses dispositions mises en pratique que de nombreuses objections étaient soulevées contre elle et plusieurs projets de révisions déposés pour l'améliorer et en étendre la portée.

Dès la fin de 1879, le parlement fut saisi par M. Nadaud d'une part, M. Villain et plusieurs de ses collègues d'autre part, de propositions tendant à la réduction des heures de travail et à l'interdiction du travail de nuit pour les

femmes. Ces propositions furent prises en considération et renvoyées à l'étude d'une commission dont M. Richard Waddington fut nommé rapporteur. Le 11 juin 1880, M. Waddington déposait son rapport, et le vote en première lecture (30 novembre 1880), ne donnait lieu à aucun incident. En deuxième lecture, l'interdiction du travail de nuit fut adoptée sans discussion et la proposition votée le 29 mars 1881 par la Chambre.

Présentée au Sénat, cette proposition fut adoptée en première lecture, mais lors de la deuxième délibération du 24 février 1882 M. Claude, rapporteur de la commission du Sénat, concluait au rejet du projet. En vain, des voix autorisées s'attachèrent à combattre ses conclusions. Le Sénat lui donna raison et le projet voté par la Chambre des députés fut rejeté. Repris après l'expiration des délais légaux par MM. Waddington et Nadaud, il fut le 10 mars 1884 l'objet d'un rapport favorable, mais bien que mis à l'ordre du jour, il ne put venir en discussion avant la fin de la législature.

Dès le commencement de 1886, la nouvelle Chambre est saisie de diverses propositions d'initiative parlementaire, toutes tendant à la suppression du travail de nuit. Enfin, le 13 novembre 1886, MM. les ministres Lockroy et Demôle, soumirent à la Chambre, au nom du Gouvernement, un projet de révision de la loi de 1874. Ce projet contenait un article 4 ainsi conçu : « Les enfants âgés de moins de 18 ans, et les femmes de tout âge, ne peuvent

être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1<sup>er</sup>.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. »

Cet article avait été introduit dans le projet à la suite d'une enquête faite en 1884 par les soins du ministre du commerce et dont les résultats publiés en 1885 étaient invoqués dans le projet. Ces résultats sont intéressants à consulter, parce qu'ils montrent l'importance de cette question de l'interdiction du travail de nuit. Tout d'abord, le ministre s'était adressé aux inspecteurs du travail créés par la loi de 1874 et qui par la nature de leurs fonctions pouvaient avoir une opinion à la fois compétente et désintéressée. Douze inspecteurs divisionnaires sur quinze se déclaraient favorables à l'interdiction.

Voici quelques-unes de ces déclarations (1) :

M. Laporte, inspecteur divisionnaire à Paris, adversaire de la fixation d'une journée légale pour les hommes, s'exprime sur la question de l'interdiction du travail de nuit des femmes, dans les termes suivants : « Il est indispensable de soustraire les femmes au travail de nuit qui ruine leur santé, et, dont elles réclament la suppression. »

M. Lagarde inspecteur à Marseille.

« La surveillance est généralement confiée à un contre-maître dans le travail de nuit ; il se produit des faits scandaleux dans les ateliers mal surveillés. »

M. Delattre, alors en fonctions à Lyon.

« Les directeurs confient la surveillance aux contre-maîtres ; ceux-ci, souvent, sont les premiers à abuser des malheureuses femmes qui sont forcées quelquefois de sacrifier leur honneur au morceau de pain du lendemain. »

M. Leroy, inspecteur à Toulouse.

« La suppression est utile à tous les points de vue. Il est bien rare que les avantages qu'y trouve la femme ne soient pas compensés par la maladie qui vient faire disparaître les économies réalisées et souvent même endetter ceux qu'elle frappe. »

Inspecteur de Reims :

« En théorie il semble que la femme majeure devrait être libre de travailler la nuit si bon lui semble ; mais, en fait, en présence des graves inconvénients de toutes sortes que présente le travail nocturne dans les fabriques, je n'hésite pas à demander que, dans l'intérêt général, le travail soit interdit aux femmes majeures aussi bien qu'aux filles mineures. »

Les Chambres syndicales, organes naturels des vœux des ouvriers, étaient aussi presque toutes favorables à l'interdiction, 69 contre 11.

Les conseils de prud'hommes, où patrons et ouvriers sont représentés et délibèrent en commun, de même, 46 pour l'interdiction, 13 contre. Et cependant, comme le faisait remarquer M. Waddington, il n'existe pas de corps mieux constitué pour apprécier d'une façon impartiale

1. M. Waddington, *Séance Chambre*, 16 juin 1888.

cette question qui touche à la fois à l'intérêt du patron et à celui de l'ouvrier.

Les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures étaient à peu près partagées sur la question de l'interdiction. 38 repoussaient le principe, mais 20 l'approuvaient. Mais il faut remarquer que les chambres de commerce des centres industriels les plus importants étaient justement celles qui avaient émis un avis favorable. Appuyaient l'interdiction les chambres de commerce de Tourcoing, Calais, Cambrai, Reims, Nancy, Elbeuf, Nantes, Angers, Bourges, Dijon, Toulouse, Castres, etc.

Parmi les conseils généraux qui avaient répondu à l'appel qui leur était adressé, 12 étaient favorables, 4 contre. Appuyaient l'interdiction des conseils généraux conservateurs comme ceux du Morbihan, de l'Indre, de la Mayenne, ou de départements très industriels comme le Nord, l'Orne, la Meuse, l'Isère, la Marne.

En résumé, il y avait 321 avis favorables à l'interdiction du travail de nuit des femmes contre 151 contraires.

Mais la commission de la Chambre des députés ne s'en tint pas là. Elle voulut s'éclairer par une enquête spéciale, et les résultats de cette enquête mirent encore plus en évidence les inconvénients du travail de nuit pour les femmes, parce que la nouvelle enquête eut un caractère moins administratif, fut plus pratique que l'enquête de 1884. Les membres de la commission se mirent directement en con-

tact avec les intéressés, patrons et ouvriers, tant à Paris qu'en province. A Paris, c'est par centaines que les ouvrières vinrent réclamer l'interdiction du travail de nuit. Il y avait presque unanimité de vœux à cet égard. Presque toutes les femmes qui comparurent étaient des couturières, des modistes, des brodeuses, qui protestaient contre les veillées prolongées. Il suffit de prendre au hasard quelques-unes de ces dépositions recueillies par la commission pour se représenter ce qu'est l'existence d'une mère de famille qui passe toute la nuit à la fabrique.

Un des déposants dit :

« Les femmes qui ont travaillé la nuit rentrent chez elles et font le ménage au lieu de se reposer. Elles se couchent à 8 ou 9 heures. Elles se relèvent à 11 heures pour faire le déjeuner, et se recouchent à 1 heure pour dormir jusqu'à 5 heures. Le sommeil de ces femmes ne dépasse jamais 5 heures et c'est un sommeil interrompu. Une femme qui a travaillé pendant 10 ans la nuit est plus fatiguée qu'une femme qui a travaillé 20 ans de jour. »

« J'ai longtemps travaillé la nuit, dit une ouvrière ; j'ai trois enfants vivants, cinq autres sont morts de convulsions ou d'accidents » (1).

Plus navrante encore dans son admirable résignation est cette déposition d'une ouvrière partisan du travail de nuit :

« Je dors 5 heures par jour. Je rentre de l'usine à

1. M. Richard Waddington, Sénat, séance 40 juillet 1894.

6 heures 1/2 le matin. Je fais le ménage, j'habille les enfants, je prépare le café. Je me mets au lit à 8 heures, je me lève à 10 pour préparer le déjeuner. Je déjeûne à 11 heures et je vaque à différentes occupations. Je me recouche à 1 heure jusqu'à 5 heures. J'ai quatre enfants, 11, 12, 13, 14 ans. Je suis soigneuse et je gagne 3 fr. par jour » (1).

Un travail qui impose aux femmes une pareille existence a-t-il rien d'humain ?

Et cependant, la question de l'interdiction du travail de nuit donna lieu à de longs débats. La discussion s'engagea le 2 juin 1888 et occupa huit séances, puis reprit en janvier 1889.

Au cours de la discussion, M. Yves Guyot, adversaire de la réglementation du travail des femmes, proposa un amendement consistant à supprimer, dans le paragraphe 1 de l'article 4, les mots « femmes de tout âge. » L'Etat, disait-il, n'a pas le droit d'intervenir entre majeurs pour régler le contrat de travail, et l'interdiction du travail de nuit aux femmes est une violation de la liberté. »

La Chambre adopta l'amendement, se refusant ainsi à aller au delà de la loi de 1874.

Le 29 janvier 1889, vient la deuxième délibération sur la proposition de loi. Malgré le premier vote contraire de la Chambre, la majorité de la commission n'avait pas voulu s'incliner et persistait à proposer l'interdiction du

1. M. Tolain, Sénat, séance 10 juillet 1891.

travail de nuit. La Chambre lui donnait raison, elle se déjugait et votait l'interdiction du travail de nuit pour les femmes de tout âge entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Néanmoins, le combat ne devait pas cesser, car les adversaires de la disposition de l'article 4 étaient plus nombreux encore au Sénat qu'à la Chambre. Au Sénat, le projet de loi fut l'objet d'un rapport de M. Charles Ferry (20 juin 1889), et conformément aux conclusions de ce rapport, il ne fut voté, le 28 novembre 1889, que moyennant plusieurs graves modifications. Les femmes majeures ne faisaient plus partie du personnel protégé. Reconnaisant les abus du travail de nuit et les conséquences déplorables de ce travail, le Sénat refusait d'y porter remède. Les adversaires de l'interdiction du travail de nuit attendaient tout du libre jeu des lois économiques.

Par le fait de ces modifications, la Chambre fut saisie de nouveau du projet amendé par le Sénat le 19 décembre 1889. Le projet fut renvoyé à l'étude d'une commission. M. Richard Waddington, nommé rapporteur, concluait à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Dans la séance du 7 février 1891, la Chambre qui avait déjà voté l'interdiction du travail de nuit, ne voulut pas se déjuger, et sur la proposition de sa commission rétablit presque complètement les dispositions supprimées ou modifiées par le Sénat en faveur des femmes et des enfants. Répondant aux objections qui avaient été formulées au sein des deux assem-

blées contre l'interdiction du travail de nuit, M. de Mun prononça, au cours de cette discussion, un de ses plus beaux discours. Quelques passages méritent d'être cités. S'adressant à ceux qui ne cessaient de vanter l'initiative privée en pareille matière, il s'écriait : « Depuis 20 ans, avez-vous fait disparaître de vos mœurs, par votre initiative privée, cette effroyable plaie, cette plaie abominable qui s'appelle le travail de nuit des femmes ? Voilà 20 ans que la question est pendante devant l'opinion, qu'on en parle, qu'on écrit, qu'on fait des discours, où est le résultat ? Le résultat, c'est que nous recommençons ici à discuter la question pour la cinquième ou la sixième fois, parce qu'une fois de plus, le Sénat a refusé de sanctionner ce que vous aviez décidé... »

Et plus loin, parlant des résultats de l'enquête : « Il y a un mot terrible dans les dépositions qui sont là. C'est un ouvrier qui l'a dit, et les ouvriers ont souvent des mots qui entrent dans le cœur. Cet ouvrier raconte l'histoire de ses propres enfants ; il dit que ceux qu'il a eus pendant que sa femme travaillait la nuit sont venus au monde mort-nés ou sont morts presque tous à un ou deux ans. Et il ajoute en finissant : que le travail de nuit « c'est un mangeur d'enfants. »

« Voilà le mot cruel, le mot terrible qui est là dans vos dossiers. Il éclaire toute la situation. Il ajoute cet ouvrier que, depuis que sa femme a renoncé au travail

de nuit, qu'elle est rentrée dans sa maison, ses enfants vivent.

Eh bien, certes, le travail qui épuise les femmes est terrible pour elles ; mais s'il a en outre pour conséquence de tuer les enfants ou de les étioier, prenez-y garde ! Alors, ce n'est plus seulement une question industrielle que nous agitions ici, ce n'est plus seulement une question d'intervention de la loi dans le travail des fabriques, c'est une question nationale » (1).

Pendant ce temps des faits nouveaux étaient survenus qui plaidaient encore en faveur de l'interdiction du travail de nuit aux femmes. C'était d'abord l'opinion de l'Académie de médecine qui, consultée par la commission de la Chambre sur les effets que produirait sur la santé publique la tolérance ou l'extension du travail de nuit des femmes, avait émis à l'unanimité le vœu suivant (11 février 1890) :

« En se tenant, bien entendu, sur le terrain de l'hygiène, l'Académie déclare qu'une loi qui autoriserait les femmes à travailler la nuit, dans les manufactures, usines et ateliers, aurait pour leur santé les conséquences les plus désastreuses » (2).

Quelques jours plus tard, la conférence internationale de Berlin avait adopté à la majorité de 8 voix contre 5 (Belgique, Espagne, Italie, Portugal, France) le vœu que

1. De Mun, Chambre, 2 février 1891.

2. *Journal Officiel*, 27 décembre 1890, annexe n° 649.

« les filles et les femmes de plus de 21 ans ne travaillent pas la nuit » (1).

Le 14 février 1891, le projet de loi revenait devant le Sénat. Une commission était nommée et le rapporteur, M. Tolain, demandait, dans son rapport du 22 juin, le vote de la loi, telle qu'elle était sortie des délibérations de la Chambre des députés.

Le 10 juillet 1891, le Sénat finissait par céder et votait l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Et son 2<sup>e</sup> vote, 3 décembre 1891, était la confirmation du 1<sup>er</sup>.

Après toutes ces péripéties, ces allées et venues multiples entre la Chambre et le Sénat, le projet devint enfin la loi du 2 novembre 1892 qui pose dans son article 4 le principe de l'interdiction du travail de nuit aux femmes de tout âge.

Et, maintenant, que nous avons montré la genèse de l'importante innovation apportée dans notre législation industrielle par la loi de 1892, entrons dans l'étude spéciale et détaillée de cet article 4 lui-même.

1. Documents diplomatiques, 1890. Conférence internationale de Berlin, p. 85.

## DEUXIÈME PARTIE

### LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 ET L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT. EXCEPTIONS AU PRINCIPE.

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### TRAVAIL DE NUIT. PERSONNEL ET ÉTABLISSEMENTS SOUMIS A CETTE INTERDICTION

La réglementation du travail des femmes, en ce qui concerne le travail de nuit, est actuellement régie en France par l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892; et les détails d'application de cet article ont été réglés une première fois par un décret du 15 juillet 1893 successivement modifié par des décrets des 13 et 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898.

Examinons cette législation.

Et d'abord, voyons ce que la loi entend par travail de nuit?

« Tout travail, dit le paragraphe 2 de l'article 4, entre

9 heures du soir et 5 heures du matin. » Divers amendements avaient été déposés pour donner une définition plus large au travail de nuit (1). M. Martin Nadaud proposait « tout travail entre 6 heures du soir et 7 heures du matin », M. Keller s'appuyant sur ce fait que, dans presque toutes les usines et manufactures, le travail est terminé avant 7 heures du soir, voulait « 7 heures du soir à 5 heures du matin ». M. Camélinat proposait « 8 heures du soir à 6 heures du matin ». La Chambre se rangea à la proposition de la commission qui entendait le travail de nuit de la façon la plus restreinte.

Et, cependant, les législations étrangères sont toutes plus larges dans la définition du travail de nuit.

A quelles personnes le travail de nuit est-il interdit ?

L'article 4 statue dans son paragraphe 1<sup>er</sup> : « Les enfants âgés de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1<sup>er</sup>. »

C'est donc une prohibition absolue en principe, et qui s'applique à toutes les femmes majeures de 21 ans, mariées ou non. C'est là ce qui résulte des travaux préparatoires. Equivoquant sur les termes employés dans le texte légal « filles mineures ou femmes », un sénateur concluait que le travail des filles majeures non mariées échappe à la réglementation (2). Une explication sommaire suffit à

1. Chambre, 16 juin 1888.

2. Sénat, séance du 10 juillet 1891.

écarter cette interprétation singulière et il fut déclaré que « fille majeure ou femme, c'est la même chose. » Cela avait à peine besoin d'être dit.

A quels établissements s'applique l'interdiction du travail de nuit des femmes ?

« Dans les établissements, dit l'article 4, énumérés à l'article 1<sup>er</sup> » L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1892 est donc la réponse à cette question.

§ 1. — « Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les mines, manufactures, mines minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi ».

Cette énumération de l'article 1<sup>er</sup> est limitative. La loi ne s'applique donc pas aux travaux agricoles, ni aux magasins. La commission de la Chambre dans son projet de loi, avait inséré le mot magasins. Ces mots furent supprimés, sur l'observation de M. Pierre Legrand qu'il faudrait augmenter considérablement le nombre des inspecteurs. M. Richard Waddington a expliqué dans son rapport, cette conclusion par le désir de la commission, de réserver pour être l'objet d'un projet spécial la question si délicate de la réglementation des magasins.

L'article 4 ne s'applique pas non plus aux ateliers de famille. L'article 1<sup>er</sup> ajoute en effet, § 3 : « Sont exceptés les

travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ».

En résumé, le travail de nuit est interdit en France, à toutes les ouvrières industrielles, travaillant hors de leur famille et du foyer domestique.

Tel est le principe posé par l'article 4 § 1 de la loi du 2 novembre 1892, mais, à peine cette interdiction générale formulée, il se glisse dans la loi de nombreuses exceptions que nous avons à examiner maintenant.

## CHAPITRE II

### EXCEPTIONS APPORTÉES AU PRINCIPE DE L'INTERDICTION

#### **Section I. — Première exception. Travail à deux équipes**

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit, dit le § 2 de l'article 4, et il ajoute : toutefois le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun ».

§ 3. — « Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins ».

C'est dans les travaux préparatoires qu'il faut chercher la raison de cette exception : ce ne fut qu'au moment de l'avant dernière délibération de la loi au Sénat (séance du 5 novembre 1891) que M. Waddington déposa l'amende-

ment qui devint dans la loi l'exception dont nous parlons. M. Waddington voyait, dans cette nouvelle organisation, un avantage considérable pour le personnel employé, chaque équipe ne fournissant qu'un travail de 9 heures. Et, parmi ceux qui votèrent l'amendement beaucoup pensaient comme M. Waddington et voyaient dans cette réduction, de la durée du travail une large compensation à l'empiétement de deux heures permis à la journée sur la nuit (1).

Cet amendement avait été introduit, sur les demandes de certains industriels de St-Chamond et plus particulièrement des fabricants de lacets.

Pendant la discussion et en prévision de la suppression imminente du travail de nuit, ils avaient organisé les deux équipes de 9 heures, et ils soutenaient qu'avec leurs moyens de production ils ne pourraient pas satisfaire aux exigences de la clientèle, si on ne leur laissait la latitude de continuer ainsi leur travail. Mais, à peine cet amendement qui faisait droit à leur demande était-il déposé que des protestations s'élevaient nombreuses de tous les points du pays. C'était d'abord, leurs concurrents mêmes de St-Chamond, d'autres fabricants de lacets, qui se déclaraient hostiles à cette exception, et, partisans de la suppression du tra-

1. Voir séance Chambre du 19 décembre 1894.

*M. Ricard* (Seine-Inférieure). — ...En sorte qu'après avoir posé dans la loi le principe de la durée de travail à 10 heures, on dit : Si vous voulez organiser le travail de manière à ne faire travailler vos ouvrières que pendant 9 heures, vous en aurez le droit ».

*M. Dron*. — Sans leur donner aucun repos.

*M. Ricard*. — Ce serait impossible.

vail de nuit, protestaient contre un état de choses qui allait rendre impossible la lutte contre des concurrents bénéficiant sur leurs frais généraux d'une réduction de 7 à 8 0/0.

Et voici ce qu'on lit, dans cette pétition signée par de nombreux industriels et non des moindres, de la région de Saint-Chamond et de Saint-Etienne (1) « qu'on ne vienne pas invoquer que le travail de nuit apporte plus d'aisance dans les familles, parce qu'il permet à un plus grand nombre de personnes d'être occupées. Nous répondrons avec assurance, que les ouvrières seront toujours occupées ; pas une seule ne restera sans travail. Le matériel ne manquera pas pour le travail de jour, car le fabricant ne laissera pas aller ailleurs, les ordres que lui donnera la consommation.

Dans chaque industrie, et notamment dans les fabriques de lacets, il est beaucoup de travaux préparatoires que l'on donne aux mères de famille dans leur domicile et qu'elles font tout en soignant leur intérieur ; elles gagnent un salaire suffisant, en même temps qu'elles réalisent par leurs soins, des économies dans leur ménage. »

Ces observations émanant d'hommes aussi compétents qu'intéressés dans la question, ont bien leur importance.

Mais les industriels de Saint-Chamond n'étaient pas seuls à protester. Dans le même temps, la Chambre de commerce d'Amiens prenait une délibération, et « considérant que

1. *Bulletin inspection travail*, 1896, n° 2.

toutes les raisons qui ont fait interdire le travail de nuit s'appliquent au travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir », elle concluait au rejet du paragraphe 2 de l'article 4.

La Chambre de commerce de St-Quentin n'était pas moins explicite et protestait contre une législation « qui aura pour conséquence certaine et prouvée, d'encourager à certains moments, des appels de bras exceptionnels, mais de faire jeter régulièrement et brutalement sur le pavé, un grand nombre d'ouvriers sans travail. » Les chambres de commerce de Tourcoing et de Lille, un certain nombre de fabricants de lacets parisiens protestaient dans le même sens (1).

Si nous insistons autant sur ce sujet, c'est afin de bien montrer que la première exception introduite dans la loi de 1892 au principe de l'interdiction ne répondait pas à une véritable nécessité industrielle.

Vainement, M. Dron, qui avait déposé un amendement tendant à la suppression du paragraphe 2, de l'article 4, s'attacha à le démontrer à la Chambre, et mit sous les yeux de ses collègues, toutes ces pétitions en faveur du maintien du principe.

La Chambre, après avoir entendu le ministre du commerce et de l'industrie et M. Charles Neyrand, député de St-Chamond soutenir cette disposition additionnelle, en maintint dans le texte (19 décembre 1891). Et cependant,

1. B. I. T., 1896, n° 2.

M. Neyrand lui-même, partisan du système de la double équipe, tout en proposant cette dérogation au principe sous forme de texte de loi définitive n'osait en demander l'adoption qu'à titre transitoire. « En supprimant le travail de nuit, sans admettre le travail de 18 heures à deux équipes, disait-il, on supprimerait la moitié du travail dans une ville aussi importante que St-Chamond où il n'y a pas moins de 5 à 6.000 ouvrières. Je demande qu'au moins, à titre transitoire, et jusqu'à ce qu'on ait pu dépenser les millions qui seront nécessaires pour doubler la production de St-Chamond, le travail de nuit étant supprimé, et la ramener ainsi à sa production actuelle, je demande que vous acceptiez le système qui a été adopté par le Sénat, c'est-à-dire le travail mixte, qui nous permettrait d'attendre la construction de nouvelles usines et en même temps de satisfaire à la clientèle de tous les jours, qui continue à nous adresser ses demandes (1). »

C'était juste. On conçoit qu'une loi industrielle apportant des changements assez graves dans l'organisation du travail, ne puisse être appliquée du jour au lendemain, sous peine de voir l'industrie nationale sérieusement atteinte par ce trop brusque changement.

La Chambre eut pu dès lors introduire cette exception dans la loi, mais à titre provisoire, et délimiter la période de transition ; elle n'en jugea pas ainsi. Nous verrons

1. Chambre, 19 décembre 1894.

plus loin, quand nous parlerons de l'application de la loi, si les événements lui ont donné raison.

Le projet de loi ainsi voté par la Chambre, revint devant le Sénat et la commission du Sénat fit disparaître l'exception qu'elle avait cependant introduite dans le projet huit mois auparavant. La majorité de la commission avait été frappée des raisons exposées dans les protestations qui s'étaient élevées contre ce système de la double équipe. Le rapporteur, M. Tolain, qui avait vivement soutenu l'amendement Waddington, se rendant à l'évidence reconnaissait qu'il s'était trompé et donnait connaissance au Sénat de pétitions nouvelles faites après le vote de la Chambre par les Chambres de commerce de Reims, Cambrai, et le syndicat des cotonniers de l'Est. Et, la majorité de la commission proposait « d'accepter le moyen transitoire indiqué par les Chambres de commerce et qui consiste à autoriser le travail de nuit pendant un an, chez les industriels qui prendront les mesures utiles pour assurer le travail de jour au personnel qu'ils occupent actuellement en deux équipes de jour et de nuit. » Elle proposait ainsi d'insérer la nouvelle rédaction de sa dérogation concernant le travail de nuit à la fin de la loi comme disposition transitoire à l'article 32.

Le Sénat n'en jugea pas ainsi, et à la séance du 29 mars 1892, un sénateur de la Loire, M. de la Berge étant venu reprendre l'amendement Waddington, l'exception de l'article 2 fut adoptée à la presque unanimité

## **Section II. — Deuxième exception : Veillées.**

L'article 4 apporte dans son paragraphe 4 une deuxième dérogation au principe de l'interdiction.

« Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas 60 jours. En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au-delà de 12 heures. »

Cette exception a été faite en faveur des industries, dites de saison, sur la demande des intéressés qui alléguaient, pour obtenir cette prolongation de durée de la journée de travail, la nécessité de livrer des commandes importantes à époque fixe, sous peine de mécontenter la clientèle. Les ateliers de mode, de couture, de fleurs et plumes, n'ont, disaient-ils, qu'une saison de travail qui ne dure pas plus de quatre ou cinq mois. Ils fonctionnent avec une activité très variable. A l'époque des bals, des fêtes, les commandes affluent ; elles doivent être exécutées à la hâte et toutes pour le même jour.

Le § 4 de l'article 4 vint faire droit à ces réclamations. Il s'agit ici d'une exception temporaire, puisqu'elle ne peut être utilisée plus de 60 jours. Ces 60 jours peuvent être pris les uns dans une saison, les autres dans une autre saison. C'est là ce qui résulte des travaux préparatoires. « Il ne s'agit pas, disait le rapporteur à la Chambre, d'une période continue de 60 jours, pendant laquelle l'effet de l'article 4 serait suspendu ; mais d'une période qui, prise toute l'année ne pourra dépasser 60 jours » (1).

Et le législateur laisse à l'administration le soin d'énumérer ces industries. Le règlement d'administration publique prévu et annoncé par le § 4 de l'article 4 parut le 15 juillet 1893 (2). Il faisait bénéficier, dans son article 1<sup>er</sup>, 18 industries de cette exception ; et parmi elles quelques-unes n'avaient qu'un rapport bien lointain avec les industries à saison. Ainsi, figuraient dans son article 1<sup>er</sup> les industries d'*ameublement*, *tabletterie*, *dorure pour ameublement*, *transformation du papier*, etc. C'était interpréter bien largement les intentions du législateur.

A un autre point de vue, le Conseil d'Etat avait interprété singulièrement le § 4 de l'article 4. S'en tenant rigoureusement au texte « à certaines époques de l'année », et sans tenir compte des déclarations faites devant le Parlement par le rapporteur et le ministre du commerce, il avait conclu qu'il fallait déterminer les époques pendant lesquelles chaque

1. *Séance Chambre*, 2 février 1892.

2. *J. off.*, 26 juillet 1893.

industrie favorisée respectivement serait admise à prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir. C'est ainsi qu'il accordait pour « la confection, couture et lingerie pour femmes » les mois de décembre et d'avril ; pour « les chapeaux » (fabrication et confection), les mois de février et mars, etc.

A peine ce décret était-il promulguée, que les réclamations s'élevaient nombreuses contre lui. Presque tous les industriels dénommés à l'article 1<sup>er</sup> se plaignaient des dates fixées pour les époques des veillées et les déclaraient arbitraires (1).

Les uns se bornaient à demander un changement dans la désignation des deux mois. Quant aux autres, ils déclaraient que la période d'activité était trop variable pour qu'on pût la déterminer par décret.

Ainsi, les modistes travaillant pour le gros se déclaraient satisfaites de l'époque des veillées (février-mars).

Mais celles qui travaillaient pour l'exportation demandaient à veiller en janvier et juillet. Les modistes des départements fixaient d'autres périodes.

Même diversité dans les réclamations des couturières et lingères (décembre-avril). Suivant le quartier de Paris qu'elles desservaient, elles demandaient à veiller soit en octobre et novembre, soit en avril et octobre. Les coutu-

1. Rapport présenté par M. Bérard au nom du Comité consultatif des arts et manufactures, 14 mars 1894. *Bull. insp. travail*, 1895, p. 369.

rières de Luchon désignaient juillet comme le moment de leur plus grande activité, celles d'Angers désignaient les mois de mai et novembre, etc.

Des réclamations plus vives encore s'élevaient contre la disposition finale du § 4 : « En aucun cas, la journée de travail ne pourra être prolongée au delà de 12 heures. »

Dans les industries où le travail commence à une heure matinale, l'ouvrière qui a déjà fait sa journée normale à 7 heures du soir ne peut prolonger cette journée jusqu'à 11 heures pour finir un travail urgent. Afin de pouvoir profiter des veillées dans ces industries, les patrons n'avaient d'autre ressource que de recourir à une équipe spéciale, organisée en vue de commandes pressées, fonctionnant par intermittence et chômant en temps de travail normal. Or, ce sont là des conditions irréalisables.

Dans la plupart de ces industries, il s'agit de travaux exigeant une certaine habileté et dont l'exécution ne saurait être confiée à des mains différentes sans risquer d'être gravement compromise.

La confection d'une robe ou d'un chapeau est un travail d'une autre nature que le triage des chiffons ou des betteraves.

Aussi, un des intéressés se servait-il de cette expression pittoresque qui résume les plaintes dirigées contre le § 4, article 4 : « En réalité, la loi nous donne à boire dans un verre vide » (1).

1. Rapport cité BIT, 1893, p. 369.

Le décret de 1895 (26 juillet) intervient alors qui réforme la largesse excessive du décret de 1893 (1). Considérant que, seules, les industries qui peuvent utiliser les veillées sont celles où le travail commence en général tard le matin ; il ramène à cinq ces industries :

Broderie et passementerie pour confections ;

Chapeaux (fabrication et confection) en toutes matières pour hommes et femmes ;

Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;

Confections en fourrures ;

Pliage et encartonnage des rubans.

Trois de ces industries figuraient déjà dans l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1893. Le décret de 1895 en inscrivait deux nouvelles :

La broderie et passementerie pour confections et le pliage et l'encartonnage des rubans.

En revanche, treize industries étaient rayées de l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1893. L'article 1<sup>er</sup> du décret du 15 juillet 1895 a été reproduit par tous les décrets postérieurs et par le dernier en date, celui du 24 février 1898.

Ce décret de 1895 donnait satisfaction aux industriels en supprimant la mention des périodes mensuelles. Un crédit de 60 jours par an est ouvert aux intéressés qui peuvent utiliser les veillées quand bon leur semble. Il leur suffit de prévenir l'inspecteur, au dernier moment, par un avis mis à la poste avant 9 heures du soir, sous forme de carte postale, de lettre sous enveloppe ou de télégramme

1. BIT, 1893, p. 323.

(ceci afin que le timbre de la poste fasse foi de la date dudit avis), chaque fois qu'ils veulent user de la tolérance. C'est là un système commode.

La formalité requise est simple et la liberté de choisir les jours de prolongation agréée beaucoup aux industriels intéressés, dit M. Ansiaux (1), auteur d'une communication très intéressante à l'Office du travail belge, sur le travail de nuit des ouvrières de l'industrie dans différents pays (France, Angleterre, Suisse, Allemagne, etc.).

Qu'étaient devenues les industries rayées de l'article 1<sup>er</sup> du décret de 1893?

« En même temps qu'on rayait du règlement un droit dont elles ne pouvaient faire usage, il fallait prévoir qu'à différentes époques de l'année, ces industries auraient besoin de certaines tolérances. C'est pour cette raison qu'elles ont été classées à l'article 5 au nombre des industries en faveur desquelles les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire » (2).

### **Section III. — Troisième exception : Travail permanent de 7 heures**

Cette exception est contenue dans le § 5 de l'article 4

1. Ansiaux, *Travail de nuit des ouvrières de l'industrie dans les pays étrangers*, p. 11.

2. Lettre ministérielle, 18 nov. 1895, p. 17, BIT, 1895, p. 420.

ainsi conçu : « Il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des §§ 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser 7 heures par 24 heures. »

D'après les travaux préparatoires, il semble qu'une seule industrie ait été visée, celle des plieuses de journaux. Il n'y avait peut-être pas là une nécessité industrielle suffisante pour motiver cette exception à la loi, mais la crainte de la presse influença les membres du Parlement « peu soucieux d'entrer en lutte avec cette quatrième puissance. »

L'article 2 du décret de 1893 donne la nomenclature des industries admises au bénéfice de cette dérogation. Ce sont :

Imprimés (brochage des).

Journaux (pliage des).

Mines (allumage des lampes de).

A ces trois industries le décret du 24 février 1898 est venu ajouter (article 2) le coulage et séchage de l'amidon de maïs.

D'après ces décrets, les filles majeures et les femmes peuvent seules être employées à ce travail de nuit permanent de sept heures. Il reste interdit aux filles mineures de 18 à 21 ans.

**Section IV. — Quatrième exception : Dérogation temporaire à la règle de l'interdiction du travail de nuit.**

« Le même règlement dit le § 6 de l'article 4 pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées ».

Dans l'esprit du législateur cette exception visait les industries où on manipule des matières premières vite corrompues, telles, par exemple, les fabriques de conserves de poissons des côtes de Bretagne, la préparation des fruits et légumes conservés, les usines des parfumeurs, distillateurs des Alpes-Maritimes (1).

Elle fut introduite sur la demande des députés et sénateurs des côtes bretonnes et normandes, et, elle répond à une véritable nécessité industrielle. L'industrie des conserves de poissons fait vivre des populations entières de marins. Or ce n'est ni à heure fixe, ni à époques fixes qu'on peut se livrer à ce travail dans ces fabriques de conserves. Ce travail est soumis à l'influence des marées, de l'état du temps, de l'arrivage des bancs de poissons. Quand la pêche a été bonne, quelle que soit l'heure à laquelle on arrive, il faut employer sans retard ce que les filets ramènent.

1. Rapport Waddington, *Journal officiel*, 19 septembre 1890. Chambre annexe, n° 649, p. 1088.

Mais cette exception temporaire que permet le paragraphe 6 est grosse des plus fâcheuses conséquences, le texte du paragraphe 6, en effet, peut s'appliquer à toutes les personnes protégées par la loi, et, comme, d'une part il ne limite pas la durée du travail, que d'autre part il ne fixe pas la durée de la dérogation, tout est laissé à la disposition du règlement d'administration publique qui, en faisant bénéficier certaines industries de cette exception, pouvait rendre nulle et non avenue cette interdiction du travail de nuit. C'est ce qui arriva.

Le décret du 15 juillet 1893 dans son article 3 disposait :  
« Les industries énumérées ci-après sont autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit, puisse dépasser 10 heures par 24 :

Chapeaux (confection de) en toutes matières

pour hommes et femmes. . . . . 30 jours

Confections, couture et lingerie pour femmes

et enfants. . . . . idem

Confiserie . . . . . 90 jours

Conserves alimentaires de fruits et légumes. . idem

Conserves de poissons . . . . . idem

Délainage des peaux de mouton . . . . . 60 jours

Fleurs artificielles. . . . . 30 jours

Fourrures (confection des). . . . . idem

Imprimeries typographiques . . . . . idem

|                                                                    |           |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| Imprimeries lithographiques . . . . .                              | idem      |
| Parfum des fleurs (extraction du). . . . .                         | 90 jours  |
| Pâtes alimentaires. . . . .                                        | 30 jours  |
| Plumes de parures . . . . .                                        | idem      |
| Réparations urgentes de navires et machines<br>motrices . . . . .  | 120 jours |
| Tonnellerie pour embarillage des produits de<br>la pêche . . . . . | 90 jours  |

Le décret de 1893 dénaturait la pensée du législateur. D'abord, il accordait le bénéfice du paragraphe 6 à certaines industries comme la lingerie, la confection, les fleurs artificielles, où la nécessité d'employer rapidement des matières premières vite corrompues n'apparaît pas. D'autre part, comme ces industries à saisons bénéficiaient déjà de la dérogation admise en leur faveur par le paragraphe 4 de l'article 4 elles se trouvaient ainsi avoir le droit de travailler pendant deux mois consécutifs jusqu'à 11 heures du soir, et de plus, pouvaient employer les femmes la nuit en vertu du paragraphe 6, sous la seule condition que ce travail ne dépasse pas 10 heures sur 24 heures article 3 du décret. C'est-à-dire que pour ces industries à saison le décret rétablissait en partie le travail de nuit que le législateur avait voulu interdire. Et, M. Charles Benoist pouvait écrire avec juste raison : « Ce qui est sûr, c'est qu'en deux ou trois points le règlement, au lieu de développer la loi, l'annule (1) ».

1. Charles Benoist. *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, p. 65.

Le décret de 1892 fut modifié par le décret du 26 juillet 1895. Aux termes de l'article 3 du nouveau décret étaient seules autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le travail effectif des filles, femmes et enfants employés la nuit, puisse dépasser 10 heures par 24 heures, les industries ci-après énumérées.

|                                                                                      |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Confiserie . . . . .                                                                 | 90 jours  |
| Conserves alimentaires de fruits et légumes.                                         | 90 jours  |
| Conserves de poissons . . . . .                                                      | 90 jours  |
| Délainage des peaux de mouton. . . . .                                               | 60 jours  |
| Parfum des fleurs (extraction du). . . . .                                           | 90 jours  |
| Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits em-<br>ployant le beurre frais . . . . . | 30 jours  |
| Réparations urgentes des navires et machines<br>motrices . . . . .                   | 120 jours |
| Tonnellerie pour embarillage des produits de<br>la pêche . . . . .                   | 90 jours  |

Comme on peut voir par cette énumération le nouveau décret enlevait aux industries saisonnières le privilège que leur avait indûment accordé le décret de 1893, et il ne dépassait pas la pensée du législateur. A ces huit industries qui peuvent bénéficier de la dérogation admise par le paragraphe 6, le décret du 29 juillet 1897 est venu en ajouter une autre.

Fabrique de colles gélatines, 60 jours.

Quand un industriel veut faire usage de la dérogation temporaire prévue par le § 6, il doit prévenir l'inspecteur

par les mêmes moyens que ceux qui sont prescrits pour faire usage des veillées. C'est ce qui résulte de l'article 6 du décret du 26 juillet 1895.

### **Section V. — Cinquième exception : Chômage**

L'article 4 dispose dans son § 7 : « En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé. »

Il ne semble pas nécessaire que le chômage soit général, dans tout l'atelier, dans toute l'usine. Un accident survenu à une machine peut causer une interruption de travail, c'est-à-dire un chômage partiel. Dans ce cas, l'interdiction du travail de nuit peut être temporairement levée par l'inspecteur, mais l'inspecteur ne pourrait tolérer que le travail de nuit se superposât au travail de jour pour le même personnel. Cette faculté de travailler la nuit ne saurait être accordée aux femmes qui auraient déjà fait la journée légale entière. C'est donc là en fait une exception très restreinte au principe de l'interdiction. Il faut supposer, ou que par suite d'un accident on n'a pas pu travailler dans la journée, ou bien que l'industriel victime du chômage, a deux équipes sous la main.

## **Section VI. — Sixième exception : Usines à feu continu**

L'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 apporte une sixième et dernière dérogation au principe de l'interdiction.

« Néanmoins, dit cet article, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine ».

La raison de cette exception, c'est que, dans ces établissements, le travail se fait par équipes composées d'hommes, de femmes et d'enfants dont la tâche des uns est liée à celle des autres. La loi 1892 ne précise pas quelles sont les usines à feu continu auxquelles elle entend appliquer cette dérogation au principe du travail de nuit, elle a laissé ce souci au règlement d'administration publique. C'est l'article 4 du décret de 1893 qui a énuméré les industries auxquelles s'appliquerait l'article 6 de la loi et précisé rigoureusement pour chacune d'elles quels étaient ces travaux indispensables auxquels pouvaient être employées les femmes la nuit. Cet article 4 a été complété par l'article 4 du décret du 24 février 1898 ainsi conçu. (1) :

1. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1898, n° 2.

Art. 4 « : Dans les usines à feu continu où des femmes majeures et des enfants du sexe masculin sont employés la nuit, les travaux tolérés pour ces deux catégories de travailleurs sont les suivants :

*Distilleries de betteraves.* — Enfants et femmes. Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils distillatoires.

*Papeteries.* — Enfants et femmes. Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier.

*Sucres (fabriques et raffineries).* — Enfants et femmes. Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers, travailler le sucre en tablettes.

*Verreries.* — Femmes. Trier et ranger les bouteilles. Lorsque les femmes majeures et les enfants sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures. La durée du travail effectif ne peut d'ailleurs dépasser dans les 24 heures, dix heures pour les femmes et les enfants ».

Après cette longue énumération des dérogations apportées par la loi au principe, on pourrait croire que le principe lui-même est aboli, et que la règle disparaît à travers les exceptions. C'est là un jugement que l'on ne s'est pas

fait faute de porter sur la loi de 1892 et des décrets qui l'ont mise en vigueur. « A lire le texte comme il convient je crois de l'entendre, disait M. Béranger au Sénat, la loi pourrait sur ce point se résumer en ces termes : Le travail de nuit est défendu à moins qu'il ne soit autorisé par l'administration. La loi, en effet, après avoir interdit d'une façon absolue le travail de nuit, permet à chaque industrie de se pourvoir devant l'administration et ne prescrit aucune règle à celle-ci pour l'exercice du pouvoir qu'elle lui attribue ».

Et, M. Charles Benoist, sous l'impression il est vrai du décret de 1893, et avant que le décret du 15 juillet 1895 ne soit venu ramener à de justes proportions la dérogation du paragraphe 6 écrivait (1) :

« Il y a quelque chose de pire que de faire une loi et de ne rien faire, c'est de faire une loi et de la défaire ».

Il y a là des exagérations. A part l'exception malheureuse du paragraphe 2 qui tend à s'introduire dans l'industrie textile, les autres exceptions sont bien délimitées ou ne concernent pas la grande industrie féminine. Quelque fâcheuses qu'elles soient, elles n'entament pas assez la règle pour la ruiner.

En étudiant l'application de la loi, et en examinant l'usage qui a été fait des différentes tolérances, nous verrons ce que de telles appréciations comportent d'arbitraire et d'inexact.

1. *Les ouvrières de l'aiguille*, p. 67.



## TROISIÈME PARTIE

### APPLICATION ET RÉSULTATS DE LA LOI

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS PRISES POUR ASSURER L'APPLICATION DE LA LOI.

Quelles mesures le législateur après avoir introduit dans l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 le principe de l'interdiction du travail de nuit, a-t-il prises pour assurer l'exécution de cette disposition ? Il s'est à la fois préoccupé d'organiser un corps d'agents capables de faire exécuter la loi, (articles 17, 18, 19, 20, 21) et d'établir une sanction, d'instituer des pénalités contre les contrevenants (articles 26, 27, 28, 29).

« Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi, » dit l'article 17. Le service de l'inspection du travail avait déjà été créé par la loi du 19 mai 1874 mais la loi du 2 novembre 1892 est venu le réorganiser.

« Les inspecteurs du travail sont nommés par le ministre du commerce et de l'industrie, le service comprendra :

1<sup>o</sup> Des inspecteurs divisionnaires ;

2<sup>o</sup> Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

Un décret rendu après avis du comité des arts et manufactures et de la commission supérieure du travail, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.... » art. 18.

Le décret prévu par cet article a été rendu le 13 décembre 1892. Il confie l'exécution de la loi à 11 inspecteurs divisionnaires et à 92 inspecteurs ou inspectrices départementaux. Les inspectrices sont réparties dans les grands centres, partout où les ateliers de femmes sont assez nombreux. C'est ainsi qu'il y en a 10 à Paris, une à Lille, une à Lyon, une à Marseille, etc. Tous ces inspecteurs sont nommés à la suite d'un concours dont le programme est déterminé par la commission supérieure du travail. Quelles sont leurs attributions ?

L'article 20 en donne l'énumération :

« Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article premier ; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2. »

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à

preuve contraire. Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet... »

Après avoir ainsi créé un corps d'agents capables d'assurer l'exécution de ses prescriptions, le législateur s'est préoccupé d'établir des pénalités pour leur inexécution.

Art. 26 : « Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

Toutefois la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne. Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants ».

Art. 27 : « En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

Art. 28 : « L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et au cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle. Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

2<sup>o</sup> Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1.000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article ».

Telles sont les mesures prises par le législateur de 1892 pour assurer l'observation de la règle de l'interdiction du travail de nuit.

Ces mesures ont-elles été efficaces ?

Quels sont les résultats obtenus ?

C'est ce qui nous reste à examiner maintenant.

## CHAPITRE II

APPLICATION DE CES MESURES. RÉSULTATS OBTENUS.

### Section I. — Généralités.

« Les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1893... » dit l'article 32 de la loi du 2 novembre 1892.

Il eut été équitable d'attendre pour rendre la loi exécutoire la promulgation des décrets qui dans la pensée du législateur devaient la compléter et d'accorder ainsi aux industriels un temps normal suffisant pour qu'ils puissent se mettre en mesure d'observer la réglementation nouvelle.

Devant les Chambres, la question d'un délai à accorder pour la mise à exécution de la loi, donna lieu à de longues discussions. Les uns demandaient un délai de six mois à compter de la promulgation, d'autres voulaient un délai d'un an ; quelques-uns enfin proposaient de rendre la loi exécutoire immédiatement. On finit par s'entendre pour l'adoption de cette date du 1<sup>er</sup> janvier 1893.

C'était là un délai insuffisant. Mais ce que le législateur n'avait pas fait, les inspecteurs le firent. L'année 1893 fut surtout considérée par eux comme une période de transition, entre la loi du 16 mars 1874 et celle du 2 novembre 1892, une période de mise en train pour l'application de la loi du 2 novembre. Ils se consacrèrent surtout, à faire connaître et à expliquer aux industriels les obligations nouvelles qui leur incombaient, mais ils durent toutefois avoir recours à des mesures de rigueur lorsqu'ils se trouvèrent en présence « de mauvaise volonté évidente, ou de refus absolu de reconnaître les prescriptions de la loi » (1). Cette période prit fin le 1<sup>er</sup> octobre 1893. Une circulaire ministérielle du 18 septembre en donnait avis aux inspecteurs.

Quoique très bienveillants encore pendant l'année 1894, les inspecteurs se montrèrent cependant moins accommodants. Au cours de 1.631 visites de nuit effectuées par eux en 1894, ils relevèrent l'emploi illégal de 503 femmes et enfants pendant la nuit (1). Les industries où les infractions avaient été les plus nombreuses sont les suivantes :

|                                            |    |
|--------------------------------------------|----|
| Fabriques de biscuits. . . . .             | 24 |
| —          chocolat. . . . .               | 49 |
| —          d'appareils d'éclairage . . . . | 45 |
| Filatures et peignages de laine. . . . .   | 57 |
| —          —          coton . . . . .      | 12 |
| Imprimeries . . . . .                      | 19 |

1. Rapport Commission supérieure travail, 1893, BIT, 1898, n° 3.
2. Rapport Commission supérieure du travail, 1894, BIT, 1898, n° 3.

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| Modes, confections, couture. . . . . | 196 |
| Verreries . . . . .                  | 41  |

En 1895 le service de l'inspection se montra encore plus rigoureux quand ses avertissements et ses conseils n'avaient pas été entendus, 1.137 infractions furent relevées par procès-verbaux à raison de l'emploi illégal de femmes ou d'enfants pendant la nuit. Voici les industries où les infractions furent les plus nombreuses : (1)

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Confections et couture . . . . .  | 668 |
| Brochage et reliure . . . . .     | 134 |
| Filatures de coton. . . . .       | 102 |
| Imprimeries . . . . .             | 74  |
| Blanchisseries . . . . .          | 23  |
| Doreurs . . . . .                 | 23  |
| Teintures et apprêts . . . . .    | 18  |
| Faïences et porcelaines . . . . . | 18  |
| Jouets . . . . .                  | 18  |

En 1896 l'action répressive des inspecteurs va encore s'accroissant. 1.142 infractions sont relevées par procès-verbaux (2).

|                                            |     |
|--------------------------------------------|-----|
| Modes, confections, couture. . . . .       | 446 |
| Féculeries, fabrication d'amidon . . . . . | 165 |
| Tissages de coton . . . . .                | 109 |
| Moulinages de soie . . . . .               | 105 |
| Confiseries . . . . .                      | 72  |

1. Rapport Commission supérieure du travail, 1895, BIT, 1898, n° 3.
2. Rapport Commission supérieure travail, 1896, BIT, 1898, n° 3.

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| Imprimeries. . . . .               | 53 |
| Verreries, cristalleries . . . . . | 47 |
| Blanchisseries . . . . .           | 24 |

Enfin, en 1897, la dernière année pour laquelle nous avons des renseignements statistiques les contraventions qui ont fait l'objet de procès-verbaux se sont élevées au chiffre de 1.111 (1).

|                                            |     |
|--------------------------------------------|-----|
| Modes, confections, coutures, lingerie . . | 631 |
| Filatures et peignages de laine. . . . .   | 163 |
| Blanchisserie et repassage. . . . .        | 64  |
| Imprimeries . . . . .                      | 47  |
| Ferronneries, quincailleries. . . . .      | 43  |
| Verreries et cristalleries. . . . .        | 38  |
| Moulinage de la soie. . . . .              | 24  |
| Relieurs. . . . .                          | 20  |

La réglementation du travail de nuit des femmes, est donc sérieusement appliquée. Peut-être jugera-t-on qu'il y a encore beaucoup de contraventions, mais il faut remarquer en consultant ces diverses statistiques, qu'une seule branche d'industrie celle de la confection et de la couture accapare la majorité des infractions. C'est là en effet que la constatation des contraventions par les inspecteurs est la plus difficile et partant, plus nombreuses sont les violations de la loi.

Mais peut-être aussi, arriverait-on à une exécution plus complète de l'article 4, si les tribunaux ne témoignaient parfois d'une indulgence excessive, s'ils ne faisaient pas quelquefois, des articles 365 du Code d'instruction criminelle,

1. Rapports inspectoraux 1897, XXXIV.

463 du Code pénal et de la loi du sursis conditionnel du 26 mars 1891 une application qui est en contradiction flagrante avec les principes généraux du droit et les dispositions de la loi du 2 novembre 1892.

La commission supérieure du travail, dans son rapport pour l'année 1896 jugeait utile de leur rappeler (1) : 1° « que la prohibition du cumul des peines est inapplicable aux contraventions de simple police et qu'il y a lieu d'infliger l'amende prévue par la loi, autant de fois qu'il y a de contraventions relevées dans la prévention et retenues par le tribunal ; 2° qu'il n'y a pas lieu d'admettre de circonstances atténuantes devant les tribunaux de simple police, la faculté d'appliquer l'article 463 du Code pénal ayant été limitée par la loi elle-même, au cas où les tribunaux correctionnels sont appelés à connaître des procès-verbaux qui leur sont déférés ; 3° que la loi dite loi Béranger n'a pas accordé le bénéfice du sursis aux contraventions de simple police. »

Autant de points sur lesquels les juges de paix violent la loi. Et, malheureusement, les industriels ne rencontrent pas seulement auprès des juges de paix cette application bienveillante de la loi.

Certains parquets classent les contraventions sans même motiver leur décision à l'inspecteur. Le rapport de la commission supérieure pour l'année 1897 signale encore un autre vice d'application de la loi (2) : « Il y a des tribunaux

1. BIT, 1898, n° 3, p. 265.

2. Rapports inspectoraux, 1897, LXVII.

qui négligent ou s'abstiennent de signifier les jugements rendus par application des lois sur le travail ; de sorte que ces décisions, qui n'ont pas un caractère définitif, sont toujours susceptibles d'appel. Il en résulte que, lorsqu'il y a récidive dans les douze mois qui suivent la condamnation, les clauses pénales inscrites dans les articles 27 de la loi de 1892 et 9 de la loi 1893 restent privées de sanction ».

Mais, ces généralités ne nous font pas suffisamment entrer dans le vif du sujet. Il importe maintenant, d'examiner l'usage qui a été fait des différentes tolérances prévues par la loi, et nous verrons ainsi comment elle a été appliquée dans les différentes branches d'industrie et quels ont été les résultats obtenus.

Nous avons vu que la première exception apportée par la loi au principe est relative au travail à deux équipes. Quel usage a-t-il été fait de cette tolérance ? Ceci nous amène à parler de l'application de la loi dans la grande industrie.

## **Section II. — Fabriques. Travail à deux équipes.**

Quelles étaient les fabriques qui avant le vote de la loi du 2 novembre 1892 avaient recours à l'emploi des ouvrières pendant la nuit ? Le rapport de la commission supérieure du travail dans l'industrie pour l'année 1893 (1) en donne la nomenclature.

1. BIT, 1898, n° 3.

« En dehors des usines à feu continu, lit-on dans ce rapport, les industries qui employaient auparavant des femmes d'une manière permanente étaient principalement les filatures de coton, notamment celle des Vosges, les peignages de laine du Nord et de la Marne, les filatures et ateliers de cardage de la laine du Tarn, de l'Aude, de l'Isère, les stéarineries de Marseille et de la Côte-d'Or, et enfin les fabriques de lacets de Saint-Chamond. Au moment du vote de la loi du 2 novembre 1892, le nombre des femmes travaillant la nuit dans ces diverses industries était d'environ 4.000. »

A ne regarder que ce chiffre, il semblerait que la mesure de l'interdiction du travail de nuit n'a pu exercer qu'une influence restreinte. Mais, il était à craindre comme le faisait justement remarquer M. Tolain au Sénat, que « sous la pression de la concurrence intérieure » le mal n'étant pas combattu se fût de plus en plus généralisé. Et cette intervention préventive constitue « une précieuse garantie pour la santé et la moralité des ouvrières qui eussent été exposées, sans cela, à être embrigadées à l'avenir dans de nouvelles équipes de nuit » (1). Lors de la discussion de la loi, c'est au nom de ces industries où les femmes étaient employées la nuit d'une façon permanente, que les plus vives oppositions avaient été soulevées au sein du Parlement. On pouvait donc craindre de leur part une résistance opiniâtre et prolongée. Il n'en a rien été.

1. Ansiaux, *op. cit.*, p.<sup>o</sup>37.

Dès 1893 l'inspecteur du Nord, M. Jaraczewski constate que « dans les peignages mécaniques de laine l'emploi des femmes pendant la nuit a été généralement abandonné » (1). Dans la région des Vosges, l'application de la loi rencontre un peu plus de résistance. Selon l'opinion de M. Chambard inspecteur divisionnaire à Nancy, l'obstacle réside dans la dissémination des établissements industriels qui se sont créés dans les vallées, là où la force motrice naturelle s'offrait dans les conditions les meilleures. Il s'ensuit que les fabricants jouissent en fait d'une très grande indépendance, indépendance encore fortifiée par l'absence de toute organisation syndicale chez leurs ouvriers.

Un fait important cité par M. Ansiaux est venu contribuer puissamment à l'application de la loi dans cette région. C'est la création d'un « comptoir des ventes » ayant pour but de relever les prix en coupant court aux excès de la concurrence. La charte constitutive de ce syndicat de producteurs stipule formellement que les adhérents s'engageront à respecter les lois limitant le travail, sous peine d'amendes très fortes. Dans ce but, ils signent des billets et les donnent en gage au comptoir. De nombreux chefs d'industrie ont adhéré à ce syndicat. C'est là, déclare M. Ansiaux, un nouvel et sérieux élément de succès pour l'œuvre du législateur (2).

La loi ne rencontra de résistances vraiment sérieuses

1. Rapports de 1894, p. 158.

2. Ansiaux, *op. cit.*, p. 23.

que dans les régions de l'Isère et du Tarn. Les fabricants de drap de ces deux régions firent longtemps à la loi une opposition ouverte. La raison de cette opposition, paraît être la mauvaise installation, au point de vue technique de ces industries qui se servent de la force hydraulique, comme force motrice.

Comme cette force hydraulique est louée par les fabricants, il était naturel qu'ils cherchassent à l'utiliser jour et nuit. Mais là comme ailleurs, les résistances des industriels ont été vaincues par les inspecteurs et les rapports inspectoraux de 1894 constatent que ces industries se sont mises en règle avec la loi. La commission supérieure du travail, dans son rapport pour l'année 1895 pouvait écrire : « La loi qui interdit le travail de nuit est appliquée dans la grande industrie, soit que le travail de nuit ait disparu, soit qu'on ait substitué les ouvriers aux femmes et aux enfants dans les équipes de nuit » (1).

Le rapport pour l'année 1896 est sur ce point la confirmation du précédent. « Aujourd'hui, lit-on dans ce rapport, on peut considérer comme définitive dans l'industrie nationale la substitution du personnel masculin au personnel féminin. Les ouvrières sont complètement dispensées du travail de nuit, et se félicitent de l'adoption du nouveau système qui ne fait nul obstacle à ce que, dans les limites fixées par la loi, et dans les industries déterminées par les règlements, les chômages soient compensés par la possibi-

1. BIT, 1898, n° 3.

lité d'un travail supplémentaire pendant la période active. »

Quels ont été les contre-coups économiques de cette interdiction du travail de nuit ? Nous venons de voir, dans les rapports de la commission supérieure que, dans beaucoup de cas, les industriels ont remplacé les femmes employées la nuit par des ouvriers et continuent ainsi à travailler nuit et jour sans interruption. C'est ce qui a eu lieu dans les peignages mécaniques de laine du Nord et dans les ateliers de cardage de la laine de Vienne (Isère) et de Mazamet (Tarn). Pour ces industriels la loi ne saurait avoir eu de conséquences bien graves. Il n'y a pas eu en effet, dans cette substitution du personnel masculin au personnel féminin pour le travail nocturne, une bien importante modification dans l'organisation du travail.

Mais, on pourrait se demander ce que sont devenues les ouvrières ainsi congédiées ? Dans les villes industrielles du Nord, où le va et vient des ouvrières d'un établissement à l'autre est incessant il leur a été aisé de se replacer. C'est là la conclusion de l'enquête faite par M. Ansiaux dans cette région (1). Quant aux femmes employées dans l'Isère et le Tarn, elles étaient très peu nombreuses et ont aussi généralement trouvé à s'employer.

Du reste, tous les industriels n'ont pas pris le parti de remplacer les femmes par des ouvriers. Quelques-uns ont supprimé complètement le travail de nuit.

1. Ansiaux, p. 44.

Beaucoup, surtout parmi les filateurs de la région des Vosges, ont augmenté leur outillage, et employé pendant le jour, toutes les femmes antérieurement occupées au travail de nuit. Cette augmentation de leur matériel a été pour ces industriels l'occasion de dépenses considérables et, c'est pour eux surtout, qu'on peut se demander si la loi n'a pas eu de fâcheux résultats.

Mais ces chefs d'industrie eux-mêmes, font ressortir les compensations sérieuses qui ont accompagné ce changement dans l'organisation du travail (1).

La production nocturne, disent-ils, était moindre, moins bien soignée, la négligence plus développée, la discipline de l'atelier étant plus relâchée pendant la nuit.

Enfin, les machines s'usent plus vite par un travail ininterrompu ; on ne peut les entretenir aussi bien, le graissage est plus difficile. Et, dernière constatation, très importante : les accidents du travail étaient beaucoup plus fréquents parmi les ouvrières accablées par la fatigue de ce travail nocturne, et il y avait là pour les industriels, une source de responsabilités, souvent considérable.

En somme, le principe de l'interdiction du travail de nuit serait respecté dans la grande industrie française, pour le plus grand bien des ouvrières et sans que l'industrie nationale ait eu à en souffrir, si le législateur n'avait introduit dans la loi la malheureuse exception du paragraphe 2 relative « aux deux équipes ». L'application de cette tolérance

1. Ansiaux, *op. cit.*, p. 43 et suivantes.

soulève toutes sortes de difficultés. Le ministre du commerce de l'époque l'avait si bien compris que, dans les instructions générales qu'il adressait le 19 décembre 1892 aux inspecteurs divisionnaires, il leur disait (1) : « La loi a déclaré que le travail serait autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun et pourvu que le travail de chaque équipe soit coupé par un repos d'une heure au moins. Le contrôle de l'inspection sera difficile à exercer dans les industries qui adopteront cette organisation du travail. Aussi, je ne saurais trop vous recommander de les soumettre à une surveillance particulière ; vous devrez veiller à ce que toutes les prescriptions relatives à l'affichage des heures de travail et du repos y soient exactement observées, et vous faire donner, si vous le jugez nécessaire, l'état nominatif du personnel composant chaque équipe en vue de constater si certains ouvriers ne travaillent pas avec les deux équipes ».

La loi de 1892 était à peine entrée en application que déjà en 1893 les inspecteurs constatent dans leurs rapports que le système des deux équipes présente tous les inconvénients du travail de nuit. L'inspecteur de la circonscription où se trouve Saint-Chamond s'exprime en ces termes « : Sans parler des dangers que fait courir à la moralité des jeunes filles leur présence à 4 heures du matin et à 10 heures du soir dans les rues d'une ville populeuse et essentiellement

1. BIT, 1893, n° .

ouvrière, nous disons que pour les femmes, il offre tous les inconvénients du travail de nuit et que de plus il rend le contrôle difficile et peut faciliter la fraude (1) ».

Mais du moins ce système présente-t-il l'avantage qui avait séduit la majorité des membres de la Chambre et du Sénat de réduire à 8 heures le travail effectif de chaque équipe. Pas le moins du monde. Dans la pratique, les choses se sont passées tout autrement et les rapports des inspecteurs nous montrent comment les industriels font fonctionner le système. On a imaginé la double alternance ou, comme on dit encore, le système des quatre équipes. Afin de pouvoir demander à chaque équipe les 9 heures de travail effectif prévues par la loi, les industriels font alterner les deux équipes et l'usine marche ainsi sans arrêt pendant 18 heures. Pour y arriver on a recours à diverses combinaisons ; par exemple la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures ; la deuxième va de 9 heures à 1 heure de l'après-midi ; la première reprend de 1 à 5 heures et la deuxième termine la journée de 5 à 10 heures (2).

Le rapport de la commission du travail sur l'application de la loi pendant l'année 1897 signale une autre organisation (3) : elle consiste à faire travailler une des deux équipes d'abord de 4 à 8 heures du matin, puis de 5 à 10 heu-

1. BIT, 1898, n<sup>o</sup> 3. Rapport Commission supérieure pour année 1893.

2. Rapport Commission supérieure, année 1893, BIT, 1898, n<sup>o</sup> 3.

3. Rapports inspectoraux, 1897, XXV.

res du soir, les 9 heures intermédiaires étant faites par une autre équipe. « On ne saurait trop insister, dit le rapport, sur ce qu'a de pénible ce mode de travail pour le poste qui est obligé de commencer le travail à 4 heures du matin pour ne finir qu'à 10 heures du soir. Jamais le travail de nuit, grâce aux subtiles interprétations qu'on a su faire de l'article 4, § 2 n'a été plus dur pour le personnel protégé, qu'on avait en vue de soustraire, pour de multiples raisons, aux travaux de nuit proprement dits ».

On craignait de voir se généraliser ce procédé dans les industries qui jusque-là n'employaient pas le travail de nuit. L'expérience a confirmé ces craintes. Déjà, dans leurs rapports pour l'année 1894 tout en constatant que Saint-Chamont était encore le centre principal de cette organisation du travail, les inspecteurs signalaient dans différentes régions quelques usines où ce travail à deux équipes avait été introduit. Dans leurs rapports pour l'année 1895 ils insistent sur ce fait et on peut lire dans le rapport adressé au Président de la République par la commission supérieure du travail pour cette année 1895 (1) : « la pratique qui consiste à faire alterner les équipes après 4 heures 1/2 de travail pour que l'usine puisse fonctionner pendant 18 heures sans interruption paraît être devenue générale, de partielle qu'elle était autrefois. Elle est aujourd'hui appliquée non seulement à Saint-Chamond,

1. BIT, 1898, n° 3.

mais dans le Nord et dans les Vosges ». Pendant l'année 1896 le système s'est encore étendu. Il a gagné différentes régions industrielles telles que le Nord, les Ardennes, les Vosges, le Tarn, l'Ardèche, la Côte-d'Or et la Loire-Inférieure. Des tentatives ont été faites pour l'implanter dans l'Aube, le Morbihan et dans la Seine. Ce n'est pas que dans ces différentes régions, les cas d'applications soient très nombreux, mais le fait en lui-même, de l'extension du système est inquiétant. On peut craindre qu'il ne gagne des régions nouvelles.

Et, pour 1896 comme pour les années précédentes les rapports des inspecteurs sont unanimes à constater qu'au point de vue de la démoralisation, de la rupture des liens de famille, au point de vue de l'impossibilité pour la femme de vaquer aux soins du ménage, tous les inconvénients du travail de nuit se retrouvent dans le travail à deux équipes. Il y a encore un autre inconvénient très grave de cette organisation du travail, que signale le rapport de la commission supérieure du travail pour l'année 1897. Ce travail à deux équipes, facilite, à certains moments d'activité commerciale une surproduction funeste à la fois aux intérêts des patrons et à ceux des ouvriers. Et la commission supérieure conclut (1) « qu'il est absolument indispensable de proscrire un système de travail qui conduit à de si tristes abus ».

1. Rapports inspectoraux 1897, XXVI.

Ces abus sont si évidents que tout le monde les reconnaît, et que déjà en 1893 des modifications étaient proposées à cette exception. Le 23 novembre 1893, en effet, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 était présentée à la Chambre des députés par MM. Louis Ricard, Guieysse, Dron, Cosmao-Dumenez, Maruéjols, députés. Cette proposition modifie ainsi qu'il suit l'article 4 de la loi de 1892.

Article 4, § 1<sup>er</sup> non modifié.

§ 2. Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail est autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

§ 3. Le travail de chaque équipe sera continu sauf l'interruption pour le repos (1).

En stipulant que le travail de chaque équipe sera continu, cette proposition a pour but de remédier aux abus de la double alternance, votée par le Sénat, la proposition fut transmise à la Chambre des députés le 20 juillet 1894. La commission du travail fut chargée de l'examiner et le projet de la commission est beaucoup plus énergique. La commission du travail propose en effet, tout simplement,

1. BIT, 1894, p. 849.

l'abolition radicale du système des deux équipes, et le rapport de M. Dron est un réquisitoire très énergique contre l'exception du paragraphe 2 (1). En juin 1896 la proposition Ricard vint en discussion et donna lieu à quelques séances intéressantes. Depuis, la question attend toujours une solution. Quelle sera-t-elle ? Il semble, si l'on tient compte des enseignements de la pratique, que c'est l'avis de la commission du travail qui devrait prévaloir.

### **Section III. — Industries à saison. Réglementation des veillées.**

L'exception du paragraphe 2 s'applique, nous venons de le voir, aux fabriques, à la grande industrie ; celle dont nous avons à nous occuper maintenant, l'exception du paragraphe 4 vise au contraire, principalement la petite industrie, les ateliers, sièges de la véritable industrie féminine, ateliers de couture, mode, lingerie, etc.

« Quand on parle du travail de nuit disait le rapporteur de la loi au Sénat, il faut distinguer ce que l'on appelle les veillées dans les ateliers, et le travail industriel dans les mines et manufactures. Qu'est-ce que la veillée ? C'est le travail superposé, imposé à des ouvrières qui ont déjà accompli leur tâche journalière. A Paris les veillées sont

1. BIT, 1896, p. 80.

organisées d'une façon systématique et régulière dans un très grand nombre d'industries. De la statistique fournie par l'inspecteur de la première circonscription, celle de la Seine, la plus importante, il résulte qu'il y a à Paris environ 35.000 femmes qui sont intéressées au travail de nuit, qui font des veillées (1). »

En interdisant le travail aux femmes après 9 heures du soir, la loi du 2 novembre 1892 supprimait par là même radicalement la veillée. Et cela a bien été la solution, pour un certain nombre d'industries, qui pratiquaient la veillée antérieurement à la loi. Mais nous avons vu que dans le paragraphe 4 de l'article 4 le législateur autorisait pendant 60 jours par an, certaines industries à employer les femmes jusqu'à 11 heures du soir, à la condition que la durée du travail ne dépassât pas 12 heures. Ces dispositions légales sont-elles obéies ? Ici, tous les rapports inspectoraux font apparaître la difficulté de la surveillance.

Voici ce qu'écrit M. Laporte inspecteur divisionnaire à Paris dans son dernier rapport : « Le principal obstacle à vaincre pour s'assurer si un industriel faisant travailler après 9 heures du soir est dans la limite des 12 heures autorisées, consiste dans la difficulté de constater l'heure exacte à laquelle les ouvrières sont entrées le matin à l'atelier. Il y a bien le tableau de l'emploi du temps. Mais nous savons par expérience que des patrons exigent, à certains moments

1. M. Richard Waddington, Sénat, 40 juillet 1894.

de presse, que le personnel arrive une heure avant le temps fixé. De cette façon, la journée se trouve portée à 13 heures au lieu de 12. Nous avons pu quelquefois déjouer cette manœuvre en assistant incognito, le matin, à l'arrivée des ouvrières et en retournant le soir au moment de leur sortie. Mais cette surveillance n'est pas d'une pratique facile et elle limite trop le champ de l'inspection, obligée de s'en tenir à viser un seul atelier dans une journée (1) ».

Malgré la vigilance apportée par le service de l'inspection dans l'exercice de la surveillance, ce service est trop souvent débordé par le grand nombre des établissements à visiter et les résistances qu'il rencontre. Tous les subterfuges, sont employés pour tromper l'inspection. Mme de Contencin inspectrice à Paris cite le fait suivant (2) :

« Un industriel pendant une de mes visites de nuit, a fait partir tout son personnel sous mes yeux, mais avec le mot d'ordre secret de revenir à une heure convenue pour passer la nuit. Il avait loué un appartement quelques maisons plus loin que ses ateliers, dans lesquels on éteignait le gaz à l'heure réglementaire ; puis on transportait le travail dans l'appartement en question. J'ai eu cependant la satisfaction de pénétrer dans la cachette à 2 heures du matin et de procéder à mes constatations ».

Et, elle ajoute : « les industriels sont très aidés dans leurs fraudes par la disposition des ateliers. Les maisons de cou-

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 27.

2. Rapports inspectoraux, 1897, p. 28.

ture un peu importantes ont généralement plusieurs ateliers ; des escaliers un peu partout ; des concierges complaisants, des domestiques faisant le guet et donnant le signal assez à temps pour que la maison soit plongée instantanément dans l'obscurité. Pendant que l'inspectrice s'aventure dans un escalier sombre, les ouvrières partent par les autres issues. Elles se prêtent très volontiers à ces supercheres qui leur procurent un moment de gaieté. Dans ces circonstances, elles prêteront toute assistance au patron pour le plaisir de faire une niche à l'inspection, quitte à nous le dénoncer le lendemain par une lettre anonyme ».

Voilà pour les difficultés de la surveillance à Paris. En province c'est encore pire. En effet, les maisons de province n'ayant pas de concierge pour peu qu'une couturière par exemple, soit en défiance il est impossible à un inspecteur de la surprendre en faute, la porte extérieure étant fermée. On n'ouvrira pas ou bien on mettra à ouvrir une lenteur calculée qui permettra à l'intéressée de faire disparaître toutes traces de travail et assez souvent le personnel lui-même. Un inspecteur de la deuxième circonscription constate dans son rapport « que presque tous les ateliers de couture de sa section avaient leurs fenêtres sur une cour intérieure, sauf neuf qui les avaient sur la rue : ces derniers ateliers seuls dont le travail pouvait se constater du dehors, envoyaient des avis réguliers » (1).

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 73.

Sans être trop pessimiste, il est permis de supposer que les premiers ateliers ne se privaient pas de veiller, mais, ne se sentant pas exposés aux visites de l'inspecteur, ils négligeaient de lui envoyer l'avis. Dans des cas semblables l'inspecteur est impuissant à déjouer les fraudes. Parfois, il est vrai, les inspecteurs poussent la ténacité jusqu'à attendre dans la rue la sortie des ouvrières. Mais outre que ce sont là des actes de dévouement bien exceptionnels, ils sont la plupart du temps inutiles; les ateliers possédant souvent une deuxième issue ignorée de l'inspecteur.

Dans la plupart des cas les efforts du service de l'inspection pour faire appliquer la loi seraient donc vains, si ce service n'était facilité par les dénonciations anonymes émanées de la classe ouvrière. Les ouvrières ont de plus en plus confiance dans l'inspection et apportent aux inspecteurs un précieux concours en leur dénonçant les contraventions commises dans les ateliers où elles travaillent.

L'inspecteur averti, n'a qu'à se présenter et à dresser procès-verbal. Il est tout naturel que de telles dénonciations ne sont possibles que là où un certain nombre d'ouvrières sont employées, où par conséquent la dénonciatrice ne craint pas de voir son anonymat découvert. L'application de la loi est ainsi rendue beaucoup plus facile dans les grandes maisons. Aujourd'hui la plupart des grands ateliers se conforment aux prescriptions légales. Mais ici l'application de la loi semble avoir eu un résultat auquel ne s'attendait pas le législateur. Elle paraît avoir poussé au dévelop-

pement du travail en chambre. Lorsque la nature du travail ne s'y oppose pas on donne aux ouvrières une tâche supplémentaire à accomplir à domicile, après la fermeture des ateliers. Est-ce là un mal ? il semble qu'on peut émettre un doute.

Certes, le travail en chambre présente de graves inconvénients ; comme il est habituellement moins rémunéré, l'ouvrière cherche à parfaire son salaire par la prolongation excessive de la durée du travail, de plus il est souvent accompli dans des conditions d'insalubrité très grandes.

Mais si ce travail est tout aussi pernicieux pour la santé de l'ouvrière que le travail à l'atelier quels avantages ne présente-t-il pas au point de vue social ? C'est la vie de famille consolidée, la moralité des jeunes ouvrières garantie contre les dangers des rentrées tardives. Et, à tout prendre, ce surmenage de la femme au milieu des siens, avec la liberté d'aller et de venir, de quitter et reprendre son ouvrage à volonté, n'est-il pas préférable au surmenage subi en commun dans l'atmosphère viciée de l'atelier, sous la surveillance d'une première ou d'un contremaître ? Du reste, cette pratique du travail supplémentaire à domicile ne peut être usitée que dans une mesure assez restreinte même dans les industries de l'aiguille. Il y a dans ces industries de la mode, de la couture, beaucoup de travaux qu'une ouvrière ne saurait emporter chez elle pour les parfaire.

Un premier résultat de la loi de 1892 est donc d'avoir

réprimé les abus qui existaient dans les grands ateliers. Ces abus étaient-ils sérieux ? Un coup d'œil rétrospectif est ici nécessaire. Voici ce que M. le comte Albert de Mun pouvait dire à la Chambre des députés le 2 février 1891... « à 7 heures ou 7 heures 1/2 au moment où les ouvrières vont quitter l'atelier, on annonce qu'il y aura veillée : on n'a pas été prévenu auparavant ; très souvent on a déjà le chapeau sur la tête. On a 1/4 d'heure pour prendre un petit repas, ce qu'on appelle le goûter, et pour le prendre à l'atelier !

Une des ouvrières descend, va acheter du chocolat, du pain ou de la charcuterie, et hâtivement, quelquefois tout en travaillant, on mange ce goûter qu'on a payé — notez bien ceci, je vous prie, qu'on a payé de sa poche, — puis on travaille jusqu'à 11 heures, 11 heures 1/2, minuit, alors il faut s'en aller... S'en aller, comment ? pour aller où ? les ouvrières demeurent à trois quarts d'heure, à 1 heure de chemin, quelquefois plus... Il y en a qui préfèrent ne pas s'en aller du tout. Alors elles passent la nuit là. Y a-t-il des dortoirs, des matelas par terre ? Non, elles sont libres de passer la nuit sur une chaise.

Pour celles qui partent, comment s'en vont-elles ? l'omnibus ne passe plus : il faut prendre une voiture et la payer, car il est fort rare que la maison la paye. Quand on n'en trouve pas, il faut s'en aller à pied, faire une heure de chemin. Ce sont souvent des jeunes filles de 18, de 17, de 16 ans même.

Savez-vous ce qu'elles nous ont dit ? — Nous ne pouvons pas invoquer la protection des gardiens de la paix. Ils nous répondent que les filles honnêtes ne courent pas la rue à cette heure là ».

Voilà comment les choses se passaient en fait. Et M. de Mun ne visait pas des situations exceptionnelles. C'était un usage courant qu'il dénonçait ainsi, la veillée était devenue une mode, un genre. Elle était si bien entrée dans les habitudes des industriels qu'il semblait qu'ils ne puissent plus s'en passer. On commençait tard le matin parce que la veille on avait cessé le travail fort avant dans la nuit. Et tous les jours le même fait se reproduisait, c'était un mode d'organisation du travail particulier qui s'était implanté. On veillait du reste sans nécessité parce qu'il était de bon ton de veiller, que beaucoup voyaient là un signe d'activité commerciale. On cite ce cas typique d'un couturier qui illuminait ses ateliers la nuit bien qu'il ne s'y exécutât aucun travail, cherchant ainsi manifestement à faire illusion sur l'état de ses affaires.

Aussi se produisait-il des abus déplorables. M. de Mun citait le cas d'un atelier où des ouvrières avaient travaillé 28 heures consécutives. Encore si cet effort inouï avait été demandé sous l'influence d'un « coup de feu ». Mais, ajoute M. de Mun, « dans l'atelier où le fait que j'indique s'est produit, il s'agissait de confectionner un corsage qui devait être livré le matin à 9 heures ; c'était le coup de feu qui légitimait ce travail excessif. Eh bien, le lendemain à 7

heures 1/2 du soir, le corsage était encore sur la table de l'atelier ni expédié ni même enveloppé (1) ». C'est peut-être là un exemple unique. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que les journées de 15, 16, 18 et même de 20 heures n'étaient pas très rares. Des documents précieux et très significatifs font apparaître les abus dans toute leur gravité. Ce sont « les cahiers d'heures » de travail tenus par trois ouvrières appartenant à trois des principaux ateliers parisiens que M. Charles Benoist a reproduits dans son remarquable livre *Les ouvrières de l'aiguille* (2).

Sur l'un de ces cahiers, pour l'atelier A on relève du mois d'août 1890 à la fin d'août 1891 :

59 journées de douze heures et demie

8 — de 13

7 — — 14

1 — — 15

1 — — 16

2 — — 19 et demie.

Dans le même atelier de septembre 1891 au 15 juillet 1892 on trouve :

65 journées de 12 heures et demie,

5 — — 13

6 — — 13 et demie

1 — — 14

1 — — 15

1. De Mun, discours cité.

2. Charles Benoist, p. 186-190.

Du 15 février 1889 au 15 février 1890 la seconde a fait :

65 journées de 12 heures et demie

16 — — 13

4 — — 20

Le tableau qui concerne l'atelier C est plus significatif encore. Il porte sur une période de 4 années, du mois d'août 1890 au mois d'août 1892. Cette troisième ouvrière a fait :

D'août 1888 à août 1889.

43 journées de 12 heures et demie

7 — — 13

7 — — 13 et demie

14 — — 14

6 — — 15

3 — — 16

D'août 1889 à août 1890.

52 journées de 12 heures et demie

3 — — 13

4 — — 13 et demie

3 — — 14

1 — — 15

1 — — 18

D'août 1890 à fin août 1891.

|    |             |    |                 |
|----|-------------|----|-----------------|
| 66 | journées de | 12 | heures et demie |
| 8  | —           | —  | 13              |
| 1  | —           | —  | 13 et demie     |
| 1  | —           | —  | 14              |
| 1  | —           | —  | 15              |
| 1  | —           | —  | 17              |

D'août 1891 à août 1892.

|    |             |    |                 |
|----|-------------|----|-----------------|
| 63 | journées de | 12 | heures et demie |
| 3  | —           | —  | 13              |
| 4  | —           | —  | 13 et demie     |
| 2  | —           | —  | 14              |

De pareils excès ne se reproduisent-ils plus aujourd'hui ? Il serait peut-être téméraire de le nier. Mais ce qu'on peut affirmer, c'est qu'ils sont beaucoup plus rares. Certes le service de l'inspection se heurte encore aujourd'hui à des industriels qui préfèrent passer outre à l'interdiction légale que de demander des délais à leur clientèle. Les faibles pénalités encourues pour les infractions à la loi encouragent encore cette obstination.

La plupart du temps, les tribunaux font preuve d'un excès d'indulgence, appliquent le minimum de l'amende, 5 francs. Les industriels ont souvent grand intérêt à se mettre en contravention. Une application plus sévère des dispositions de la loi sur la récidive et le cumul, aurait facilement raison de ces résistances. Mais, la sanction inscrite dans la loi de 1892 est elle-même trop faible.

Nous avons vu que des amendes seulement sont encourues, même après plusieurs récidives, jamais la prison. Cependant, il s'agit là de faits qui portent gravement atteinte à l'intérêt social. Alors qu'on voit la prison figurer dans nos Codes pour un délit de pêche ou un délit de chasse, on punit d'une simple amende l'emploi illégal des femmes pendant la nuit. Il y a dans ce rapprochement, quelque chose de choquant, dans un pays démocratique.

Quoi qu'il en soit, malgré les difficultés de la surveillance, malgré la faiblesse des pénalités la loi de 1892 a eu de bons résultats. Sous l'influence de la loi une meilleure organisation du travail a vu le jour.

« Précédemment, déclarait un grand couturier parisien, pourtant hostile à l'immixtion gouvernementale, les premières ne se pressaient jamais pour préparer l'ouvrage, en sorte que, grâce à ces lenteurs, la veillée devenait fréquemment indispensable. A 7 heures du soir, on s'apercevait que la jupe ou le corsage entrepris était inachevé : il faudrait donc passer une partie de la nuit.

Aujourd'hui les premières savent que la veillée est interdite ; aussi s'arrangent-elles pour que tout soit terminé dans le délai prescrit par la loi (1). »

Beaucoup d'industriels ont déjà renoncé en partie au travail de nuit, c'est ce qui a eu lieu dans l'une des grandes industries parisiennes admises à bénéficier de l'exception

1. Cité par M. Ansiaux, *op. cit.*, p. 61.

du paragraphe 4, la confection en fourrures. Plusieurs des grandes maisons de Paris ont spontanément supprimé la veillée. Et le fait tend à se généraliser et à gagner la mode et la couture.

« Il y a un progrès tellement sensible, dit Mme l'inspectrice Getting que la suppression du travail après 9 heures du soir, peut être envisagée maintenant comme possible dans un avenir prochain, à de bien rares exceptions près. Le seul obstacle est l'habitude invétérée, provenant de causes multiples, de l'arrivée des ouvrières à 9 heures. Du jour où les patrons, les premières surtout, pourraient faire commencer le travail à 8 heures, il deviendrait facile de limiter la journée à 9 heures du soir, ce qui permettrait un contrôle plus efficace, sans supprimer la faculté de faire les douze heures de travail effectif, pour les industries de saison auxquelles cette exception est indispensable (1). »

Mme l'inspectrice Thibault est du même avis : « Un simple changement d'organisation, pourrait, dans la plupart des cas, supprimer absolument le travail de nuit. Le plus grand obstacle est, au dire des patrons, l'impossibilité d'obtenir la présence régulière des ouvrières dès 8 heures du matin. Il y a lieu de penser, cependant, que la fatigue causée précisément par le travail trop prolongé est actuellement pour beaucoup dans leur retard habituel du matin ».

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 30.

Et tous les rapports mettent en lumière ce fait que dans une même profession, suivant qu'elle est pratiquée dans telle ou telle région de la ville, les patrons déclarent ne pouvoir se passer des heures de nuit tandis que d'autres y renoncent d'une manière absolue. La seule cause de ces divergences c'est que la journée commence à des heures différentes.

L'exception du paragraphe 4 de l'article 4 ne répond donc pas à une véritable nécessité industrielle. Et le sentiment des inspecteurs est unanime sur un point : possibilité d'interdire tout travail après 9 heures du soir. Voici ce qu'on peut lire dans le dernier rapport de M. Laporte inspecteur divisionnaire à Paris : « Quand partout l'heure de l'arrivée des ouvrières varie, suivant la saison, entre 7 et 8 heures du matin, elle est retardée jusqu'à 9 heures et même 9 heures 1/2 dans les ateliers situés aux environs de l'Opéra. Si dans les maisons, on se mettait à l'ouvrage dès 8 heures du matin au lieu de 9 heures, la douzième heure exceptionnelle accordée par la loi prendrait fin à 9 heures du soir, le repas de midi étant déduit. Dès lors, disparition du travail de nuit légal et des abus qu'il engendre » (1). Et M. Laporte conclut qu'il y a non seulement possibilité mais encore nécessité d'interdire tout travail après 9 heures du soir.

Il y aurait là une modification très importante à apporter

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 31, rapport de M. Laporte.

à l'article 4 de la loi de 1892. Cette modification ne jetterait aucune perturbation dans les industries visées, puisqu'elle occasionnerait seulement un simple changement dans les heures de travail, sans diminuer en rien la durée de la journée de travail actuellement permise ; en revanche elle aurait pour les ouvrières les résultats les plus bienfaisants. Il n'est pas douteux en effet, que cette tolérance des veillées engendre de nombreux abus. Trop souvent, les choses se passent encore, comme le racontait M. de Mun. A 7 heures il est décidé que l'atelier veillera. Un quart d'heure est accordé aux ouvrières pour goûter. Généralement ce repos est payé à l'ouvrière ; il est même compté double si elle consent à ne pas quitter son travail. Le plus souvent, celle-ci accepte, sans se douter, dit M. Laporte, qui dénonce cette pratique, « qu'elle vend ainsi ses forces et sa santé », et attend pour se sustenter l'heure de son retour à la maison, souvent minuit. A la longue, des jeûnes aussi prolongés ruinent la santé de l'ouvrière (1).

Voilà pour la santé physique. Pour la santé morale des ouvrières les inconvénients de la veillée ne sont pas moindres. Surtout chez les jeunes ouvrières, la veillée est une cause de démoralisation. On rentre tard le soir, et aux questions des parents justement alarmés on a cette réponse toute prête « on nous a fait veiller » !

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 32.

Pour toutes ces raisons l'exception du paragraphe 4 devrait disparaître de la loi.

#### **Section IV. — Industries admises à la dérogation permanente.**

Le paragraphe 5 de l'article 4 autorise certaines industries à déroger d'une façon permanente au principe de l'interdiction du travail de nuit, à la condition que ce travail ne dépasse pas 7 heures sur 24 heures. Ce droit au travail de nuit permanent n'est en général utilisé que pour le pliage des journaux. Ce travail est fait par des femmes et sa durée varie entre 2 et 5 heures sans jamais dépasser les 7 heures réglementaires. L'application de la loi sur ce point ne souffre donc aucune difficulté. Mais les inspecteurs signalent une violation spéciale de la loi. Souvent des plieuses travaillent dans plusieurs maisons et certains journalistes s'entendent pour se prêter leurs équipes. Comme le fait justement remarquer M. Laporte inspecteur divisionnaire à Paris, bien que ce procédé soit blâmable il échappe à toute répression (1). Pour le brochage des imprimés et des revues périodiques, les industriels ont organisé deux équipes. Une première équipe prend le travail au commencement de la journée et le continue jusqu'à

1. Rapports inspectoraux, 1897, XXX.

9 heures du soir. Elle est alors remplacée par une deuxième équipe qui termine le lendemain à 4 heures.

Les inspecteurs n'ont rencontré de difficultés que quand il s'est agi d'appliquer la loi aux compositrices, employées la nuit dans certaines imprimeries. Il y a sur cette matière un jugement de la dixième chambre du tribunal correctionnel de Paris, rendu le 13 février 1899 qui, s'il faisait jurisprudence, ne diminuerait pas ces difficultés. Un jugement rendu par défaut avait condamné la directrice du journal « la *Fronde* » à quatorze amendes de 2 francs pour infraction à la loi sur le travail des femmes et des enfants (il s'agissait de l'emploi illégal de quatorze ouvrières comme compositrices après 9 heures du soir). Sur opposition au jugement par défaut la dixième chambre a acquitté purement et simplement la directrice de la *Fronde*. Voici quelques-uns des considérants de cet intéressant jugement : « Attendu que le 2 septembre 1898, à 10 heures du soir, quatorze ouvrières ont été trouvées travaillant dans les ateliers de composition du journal la *Fronde*, à Paris, et qu'un procès-verbal a été dressé contre la directrice de ce journal pour contravention à la loi du 2 décembre 1892 sur le travail des femmes dans l'industrie ;

« Attendu que les dispositions de l'article 4 de ladite loi, interdisant le travail des femmes la nuit, dans les établissements industriels, ne sont pas générales et absolues ; que le même article prévoit, en effet, qu'il pourra y être dérogé, en certains cas, pourvu que la durée du travail ne

dépasse pas 7 heures par 24 heures, qu'une première et très importante exception est notamment formulée en l'article 6 qui autorise l'emploi des femmes la nuit, aux travaux indispensables dans les usines à feu continu ;

« Qu'en outre, d'autres exceptions très nombreuses ont été admises par les règlements d'administration publique pris en exécution de la loi ;

« Qu'il est donc évident que, d'après le vœu même du législateur, la prohibition du travail de nuit cesse toutes les fois que les nécessités d'une industrie l'exigent, etc... En conséquence, la directrice de la *Fronde* est acquittée.

Il y a là une interprétation singulière de la loi de 1892. L'article 2 du décret du 15 juillet 1893 reproduit par l'article 2 du décret du 24 février 1898 énumère limitativement les industries admises au bénéfice de cette dérogation permanente.

Ce sont :

Amidon de maïs (coulage et séchage).

Imprimés (brochage des).

Journaux (pliage des).

Mines (allumage des lampes de).

La composition des journaux n'est pas comprise dans cette énumération limitative. Y a-t-il lieu d'admettre en sa faveur l'exception prévue par l'article 2. C'est affaire au législateur. Mais dans l'état actuel des choses la décision du tribunal de la Seine a violé manifestement l'article 4 de la loi de 1892.

## **Section V. — Industries admises à la dérogation temporaire.**

Nous avons vu en étudiant les dispositions de la loi quelles industries sont visées par l'article 4, § 6. Ces industries sont énumérées dans l'article 3 du décret du 26 juillet 1895 qui fixe pour chacune d'elles aussi la durée maxima des dérogations. L'application de cette exception n'a donné lieu à aucun abus et n'a pas souffert de difficultés. Le travail des femmes et des enfants employés la nuit ne dépasse jamais les 10 heures réglementaires. Les industriels sont tenus d'avertir l'inspecteur chaque fois qu'ils veulent faire usage des autorisations, et, cela avant le commencement du travail exceptionnel ; ils se conforment à cette obligation.

La durée maxima des dérogations permises par la loi n'est jamais atteinte. Du reste, le travail de nuit temporaire n'est en faveur que dans une seule circonscription, la septième, qui comprend tous les départements de la côte bretonne. Dans son rapport, pour l'année 1897 M. Giroud, inspecteur divisionnaire de cette circonscription constate que (1) :

« 16 fabriques de conserves de poissons, 10 fabriques

1. Rapports inspectoraux, 1897, p. 316.

de conserves de légumes ; 3 confiseries et une fabrique de biscuits employant le beurre frais, ont seules donné avis de la marche de leurs établissements pendant la nuit.

La durée maxima des dérogations a été :

1<sup>o</sup> Pour les fabriques de conserves, de poissons et de légumes de 34 jours, pour les confiseries de 50 jours et pour la fabrique de biscuits de un jour ; la durée minima des dérogations a été de un jour pour les fabriques de conserves de poissons et de légumes, de 30 jours pour les confiseries et de un jour pour la fabrique de biscuits.

Le personnel employé dans ces 30 établissements comprenait 214 enfants de 13 à 18 ans, 165 filles et femmes de 18 à 21 ans et 1.363 filles et femmes au-dessus de 21 ans, soit un nombre total de 1.742 personnes protégées par la loi ».

## **Section VI. — Usines à feu continu.**

Les inspecteurs sont unanimes à affirmer que d'une manière générale les prescriptions réglementaires sont appliquées dans les usines à feu continu. Le travail de ces usines est organisé de façon à ne pas dépasser 10 heures de travail effectif. Le plus souvent, ce travail est fait par deux équipes qui se relèvent soit à 6 heures du matin et à 6 heures du soir, soit à midi et à minuit. Dans les verreries le travail est ordinairement réparti entre trois équipes fai-

sant chacun 8 heures de présence sur 24 heures. De plus, ce ne sont pas les mêmes équipes qui travaillent toujours la nuit. Il est généralement admis que l'équipe qui a travaillé la nuit pendant 8 ou 15 jours consécutifs, travaille le jour pendant le même laps de temps.

Les inspecteurs signalent ici un abus occasionné par cette alternance des équipes : La durée légale du travail serait presque toujours dépassée le jour du changement de postes. Ce jour-là, alternativement, chaque équipe séjourne à l'usine pendant 18 ou 24 heures consécutives, ce service continu étant suivi ou précédé d'un repos complet d'égale durée.

Il paraît facile de remédier à ce mal, et de ne pas dépasser 12 heures de travail consécutif, le jour du changement d'équipes, en faisant faire, ce jour là, des fractions de 6 heures seulement (1).

### **Section VII. — Tolérances accordées par les inspecteurs pour cause de chômage.**

Comme nous le faisons remarquer, en étudiant les dispositions de la loi, cette exception du paragraphe 7 de l'article 4 qui permet aux inspecteurs, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, de lever temporairement, l'interdiction du travail

1. Voir rapports inspectoraux, 1897, p. XXXII.

de nuit dans n'importe quelle industrie, est très restreinte.

Pendant toute l'année 1897, 27 établissements seulement ont bénéficié de cette dérogation, soit à la suite d'avaries de machines, d'accidents arrivés au matériel ou d'interruptions occasionnées par des incendies. Si les industriels n'ont pas fait un plus ample usage de cette tolérance, c'est que cela leur est le plus souvent impossible. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'inspecteur ne peut lever en ce cas, l'interdiction du travail de nuit que pour des femmes n'ayant pas déjà travaillé le jour. Donc, à moins de supposer, ce qui est assez rare, que l'industriel victime du chômage à deux équipes sous la main, il ne peut user de cette exception. Les industriels préféreraient être autorisés, dans ce cas, à faire travailler leur personnel 12 heures par jour ainsi que le jour consacré habituellement au repos hebdomadaire, pendant une période déterminée, afin de leur permettre d'expédier les commandes en retard, tout en donnant aux ouvriers la possibilité de regagner le salaire dont le paiement a été perdu par suite d'un arrêt forcé du travail.

Les inspecteurs divisionnaires expriment le regret que la loi ne leur permette pas d'accorder, dans de pareilles circonstances, l'autorisation de prolonger la durée du travail journalier (1).

C'est là une situation qui devrait attirer l'attention du législateur.

1. Rapports inspectoraux, 1897, XXXVII.

## CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de notre étude. Nous avons vu quels abus engendrait le travail la nuit. Le législateur de 1892 mù par une pensée généreuse a voulu y mettre un terme. Son œuvre est bien imparfaite, mais elle a été une œuvre de justice et de progrès. La loi du 2 novembre 1892 n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait ; son exécution a fait apparaître bien des défauts. Au législateur maintenant à profiter des leçons de l'expérience et à apporter les modifications dont la pratique est venue démontrer la nécessité.

Ce faisant, il accomplira une besogne utile. On a coutume de dire, que, en pareille matière, la loi ne peut rien sans les mœurs. Certes, les mœurs peuvent exercer une action tout à fait bienfaisante. Même, dans la plus importante des industries féminines, celle de la mode, de la couture, les mœurs pourraient peut-être suppléer à la loi. « On ne dira jamais trop ni jamais trop fort, on ne répétera jamais trop aux femmes riches ou aisées qu'elles on

un devoir social envers les pauvres femmes, que ce n'est pas assez de prendre pitié d'elles en paroles, dans les visites qu'elles se font l'une à l'autre, que ce n'est même pas assez de secourir de leurs aumônes celles qui sont tout à fait indigentes ; que ce n'est pas seulement la misère qu'elles doivent soulager, mais la peine — et que le travail forcé est une lourde peine. On ne leur apprendra jamais trop que, pour un caprice qui traverse une tête folle, il faut faire souffrir une créature humaine et plusieurs autres créatures qui lui sont attachées par des liens étroits, que la veillée à l'atelier, cette veillée — parfois inutile — pour elles, est souvent suivi d'une arrière-veillée nécessaire, d'une seconde veillée, à la maison, pour le mari ou les enfants, et que, à ce jeu meurtrier, presque à tous les coups l'on tue » (1). Et M. Charles Benoit ajoute (2) « vous cherchez, Mesdames, une bonne œuvre à faire. Voici la plus urgente de toutes. Faites aux ouvrières le sacrifice d'un caprice : vous leur ferez l'aumône de la santé. Tuez ce qui les tue : la veillée ».

Puissent des appels aussi éloquents être entendus ! Mais, il ne faut oublier que, sur les mœurs elle-mêmes, la loi peut avoir une action très efficace. « Un des meilleurs effets de la législation industrielle, dit M. de Mun, c'est précisément en frappant l'opinion, d'agir fortement sur les mœurs. On peut dire des lois industrielles ce qu'on a dit

1. Charles Benoit, ouvrières de l'aiguille, p. 42.

2. Charles Benoit, ouvrières de l'aiguille, p. 138.

des croisades : aucune n'a pleinement réussi, mais toutes ont réussi parce qu'elles ont agi puissamment sur la civilisation » (1).

1. De Mun, Chambre, 15 juin 1896.

*Vu par le président,*  
JAY.

*Vu par l'assesseur,*  
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*  
GRÉARD.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. — Fondement du droit d'intervention de l'Etat.<br>Raisons particulières qui justifient la protection légale des<br>femmes..... | 1     |

### PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                                                                                                  |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Des causes économiques qui ont déterminé<br>la réglementation du travail des femmes.....                                                     | 13 |
| CHAPITRE II. — Origines et préliminaires de la disposition légale<br>qui interdit aux femmes le travail de nuit (article 4<br>de la loi du 2 novembre 1892)..... | 17 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### La loi du 2 novembre 1892 et l'interdiction du travail de nuit.

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Personnel et établissements soumis à cette<br>interdiction..... | 33 |
| CHAPITRE II. — Exceptions apportées au principe de l'interdic-<br>tion.....         | 37 |
| <i>Section I.</i> — Travail à 2 équipes.....                                        | 37 |
| <i>Section II.</i> — Veillées.....                                                  | 43 |
| <i>Section III.</i> — Travail permanent de 7 heures.....                            | 48 |

|                                                                              | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Section IV.</i> — Dérogation temporaire à la règle de l'interdiction..... | 50    |
| <i>Section V.</i> — Dérogation permise pour le cas de chômage.....           | 54    |
| <i>Section VI.</i> — Usines à feu continu.....                               | 55    |

### TROISIÈME PARTIE

#### Application et résultats de la loi.

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Dispositions prises pour assurer l'application de la loi.....         | 59  |
| CHAPITRE II. — Application de ces mesures. Résultats obtenus...                           | 63  |
| <i>Section I.</i> — Généralités.....                                                      | 63  |
| <i>Section II.</i> — Fabriques. Travail à 2 équipes.....                                  | 68  |
| <i>Section III.</i> — Industries à saison. Réglementation des veillées.....               | 79  |
| <i>Section IV.</i> — Industries admises à la dérogation permanente.....                   | 94  |
| <i>Section V.</i> — Industries admises à la dérogation temporaire.....                    | 97  |
| <i>Section VI.</i> — Usines à feu continu.....                                            | 98  |
| <i>Section VII.</i> — Tolérances accordées par les inspecteurs pour cause de chômage..... | 99  |
| CONCLUSION.....                                                                           | 101 |







